15e année
numéro 298

10 Juillet 1939
prix : 2 francs

la révolution prolétarienne

revue bimensuelle
syndicaliste
révolutionnaire

DANS CE NUMÉRO

LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE

Revue bimensuelle syndicaliste révolutionnaire
(Paraissant le 10 et le 25)

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE, ALGERIE, COLONIES

Trois mois	10 fr.
Six mois	20 »
Un an	40 »

EXTERIEUR

Trois mois	13 fr.
Six mois	26 »
Un an	50 »

ADRESSER LA CORRESPONDANCE concernant la Rédaction et l'Administration à la *Révolution Prolétarienne* 54, rue du Château-d'Eau, Paris (10e)

PERMANENCE : Tous les soirs, de 18 à 19 heures

Tél.: **BOTzaris 21-02**

UTILISER POUR LES ENVOIS DE FONDS notre compte chèques postaux : *Révolution Prolétarienne* 734-99 Paris

Sommaire du N° 298

(10 juillet 1939)

La Ligue Syndicaliste

La Ligue Syndicaliste se propose:

De faire prédominer dans les syndicats l'esprit de classe sur l'esprit de tendance, de secte ou de parti, afin de réaliser le maximum d'action contre le patronat et contre l'Etat;

De participer à l'œuvre d'éducation syndicale en procédant à l'examen des problèmes pratiques et théoriques posés devant le mouvement ouvrier, et en préconisant la formation de Cercles d'études syndicales;

De maintenir vivant le précepte de la Première Internationale, d'après lequel l'émancipation des travailleurs ne sera l'œuvre que des travailleurs eux-mêmes.

L'unité de l'Europe centrale

Vous m'avez demandé, camarades (1), de venir vous parler aujourd'hui de la formation des Etats de l'Europe centrale. En réfléchissant à ce que j'allais vous dire, je me suis aperçu qu'il était impossible de traiter convenablement ce sujet sans remonter très haut dans l'histoire. Ce qui frappe le plus, en effet, dès qu'on aborde l'étude d'un événement politique contemporain, c'est combien les grands problèmes d'aujourd'hui sont exactement les mêmes que ceux qui se sont posés d'une façon à peu près ininterrompue depuis qu'il y a une Europe, je veux dire depuis les douze ou treize cents ans qu'a disparu définitivement le monde antique.

De la fin de la Méditerranée au commencement de l'Europe

L'Antiquité, la civilisation antique, ou gréco-romaine, fut essentiellement une civilisation méditerranéenne.

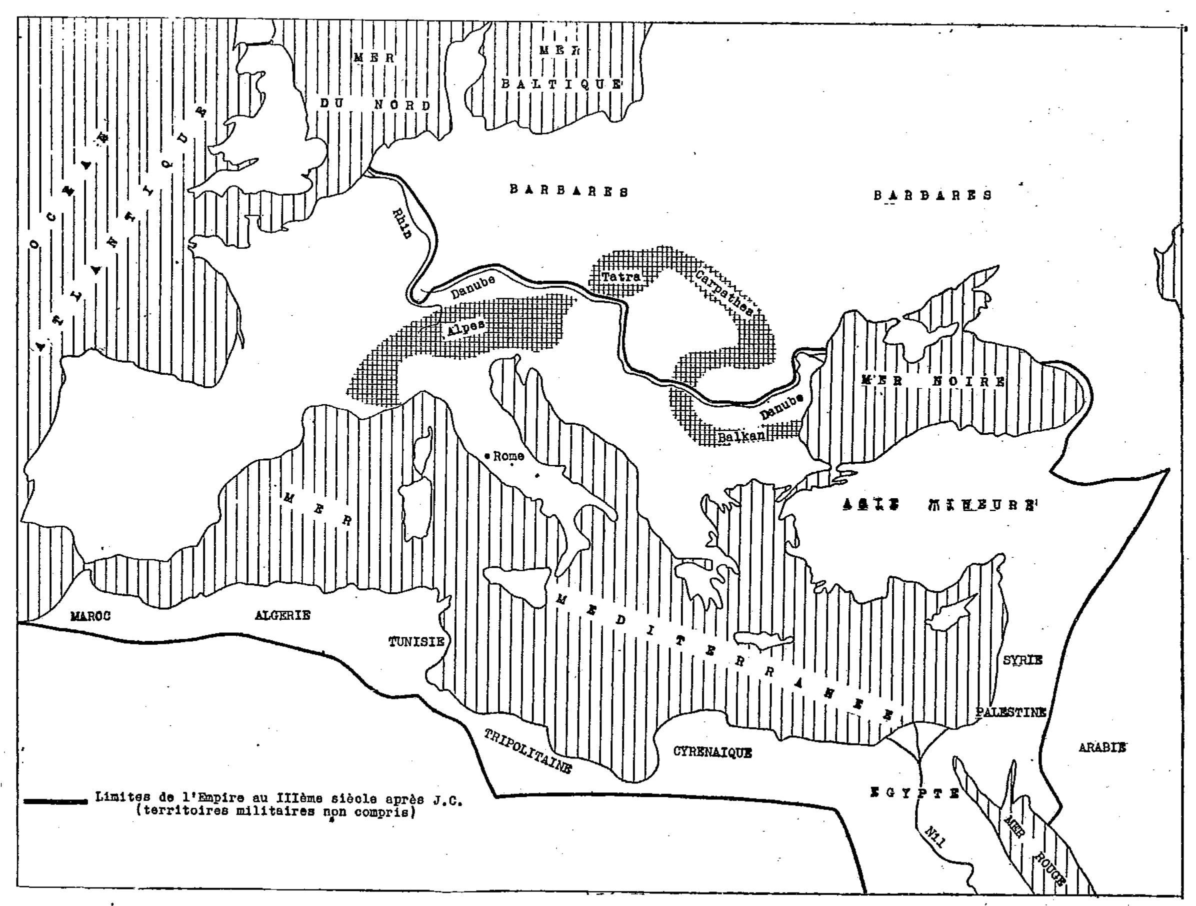
Depuis le temps où les premiers guerriers armés de fer apparurent sur les rives de la Méditerranée orientale, soit depuis le treizième siècle environ avant notre ère, et surtout depuis le septième siècle, jusqu'aux grandes invasions des cinquième et septième siècles de notre ère, une civilisation commune gagna progressivement tous les pays du pourtour méditerranéen. Une même civilisation, c'est-à-dire une même langue, ou, tout au moins, des langues de la même famille, un genre de vie analogue, des relations commerciales régulières.

Cette unité de civilisation culmina dans la réalisation de l'unité politique qui s'effectua aux débuts de l'ère chrétienne par la constitution de l'Empire romain.

Les limites de cet Empire sont bien connues, d'autant plus qu'à l'époque de son apogée, il avait éprouvé, lui aussi, le besoin de construire sa ligne Maginot, dont il existe encore des vestiges.

Ces limites sont celles qui ont été tracées sur la Carte N° I ci-dessous. L'Empire romain comprenait toute la bordure méditerranéenne, c'est-à-dire l'espace compris entre la mer et le désert, au Maroc, en Algérie, en Tunisie, en Tripolitaine, en Cyrénaïque, en Egypte où naturellement la frontière s'éloigne, à l'intérieur le long du Nil fertilisateur ; puis, pareillement, la bordure asiatique entre mer et désert : Palestine, Syrie, toute l'Asie mineure. D'Asie la frontière passe en Europe, puis suit très régulièrement le cours du Danube jusqu'à sa sour-

(1) Causerie faite à un groupe d'études de la C.G.T.S.R., à Cannes, le 3 juin 1939.



I. — Un empire méditerranéen : l'Empire romain

ce, rejoint le Rhin qu'elle suit également sur tout son parcours.

Comme on le voit, deux traits caractérisent les limites de cet Empire, qui sont aussi celles de la civilisation dont il est la dernière incarnation.

Le premier trait consiste en ce que cet Empire comprend les deux rives de la Méditerranée : sur la rive Sud, en Afrique, règne la même civilisation que sur la rive Nord. Il y a unité entre l'Afrique méditerranéenne et l'Europe méditerranéenne. La civilisation antique est donc bien une civilisation méditerranéenne puisqu'elle comprend *tout* le pourtour méditerranéen ; elle l'est aussi parce que le lien essentiel, et presque unique, qui unit les différents pays qui la constituent, c'est la Méditerranée elle-même, la mer Méditerranée. C'est par elle, par cette voie maritime que s'opèrent les échanges et les relations ; ce sont les commodités de circulation que cette mer offre qui ont permis à une même civilisation d'abord, et à un même Etat ensuite, de s'établir sur ses bords.

Le second trait qui frappe, c'est que cette civilisation non seulement est méditerranéenne, mais qu'elle est *exclusivement* méditerranéenne. Elle s'arrête, en effet, au Danube, c'est-à-dire qu'elle laisse en dehors d'elle tout le Nord et l'Est de l'Europe. Toute l'immense plaine du Nord et de l'Est est complètement hors la civilisation antique, hors la civilisation méditerranéenne ; elle est peuplée de « Barbares », c'est-à-dire de gens analogues à ce que sont pour nous les nègres africains, des gens différents par la langue, les coutumes, la religion, la manière de vivre. En fait ces « barbares » sont des peuples essentiellement agricoles, vivant en villages ou hameaux plus ou moins isolés les uns des autres, tandis que la civilisation antique est essentiellement urbaine et commerciale.

A cette époque, il y a une unité méditerranéenne, extrêmement forte, mais aucune unité européenne, même à l'état d'ébauche ; pour parler plus exactement, on peut dire qu'il n'y a pas d'Europe.

Comment cela se fait-il ?

La raison en est que l'Europe du Nord et celle du Sud sont séparées par une puissante barrière montagneuse que nous appellerons du nom générique de barrière alpestre : elle commence par les Alpes proprement dites, se poursuit par les Carpathes et s'achève par les Balkans.

Cette barrière montagneuse, qui partage en deux l'Europe, est le trait fondamental de la géographie européenne.

Cette barrière, la civilisation gréco-romaine ne l'a pas franchie. C'est elle qui sépare les civilisés des « barbares » ; la ligne stratégique du Danube sur laquelle l'Empire romain établit sa défense en est, selon les points, un peu en deçà ou un peu au delà : dans l'ensemble, elle la suit.

Et cela est si vrai que le seul point où la civilisation méditerranéenne s'écarte des rives de la Méditerranée pour s'éloigner vers le nord est précisément le point où la barrière alpestre n'existe pas. A leur origine, là où elles plongent dans la Méditerranée, les Alpes ne sont pas un obstacle : la mer permet de les tourner ; aussi la civilisation gréco-latine put s'établir sur les côtes de la Provence comme sur tout le restant du pourtour méditerranéen, et là, ne rencontrant plus d'obstacles au nord, elle a pu y progresser, dès le premier siècle avant notre ère, avec une vitesse extrême, longeant les Alpes, puis le Rhin, atteignant, ainsi la Manche et la mer du Nord ; celles-ci, pas plus que la Méditerranée, ne sont des obstacles, seule la montagne en est un, c'est pourquoi, continuant encore vers le nord, la civilisation méditerranéenne traverse le pas de Calais et couvre l'Angleterre jusqu'au point où, se heurtant aux hautes terres d'Ecosse, elle s'y arrête, comme ailleurs aux Alpes, construisant à leurs pieds sa ligne Maginot.

Mais voici qu'à partir du quatrième siècle de notre ère, les Barbares, ces hommes d'au delà la barrière alpestre, se mettent en branle et envahissent le monde méditerranéen. Sous leurs coups répétés, l'armature politique de l'Empire romain s'effondre, l'unité de civilisation la suit ; la dernière grande invasion, l'invasion arabe du septième siècle, supprime définitivement l'unité méditerranéenne.

Partis du désert arabique, les Arabes conquièrent et occupent toute la rive Sud de la Méditerranée, et même, franchissant le détroit de Gibraltar, viennent occuper l'Espagne. De ce fait, toute la côte africaine est soumise à une civilisation différente de celle de l'Europe méridionale : ce n'est plus la même langue, ni la même religion, ni les mêmes mœurs; l'unité millénaire méditerranéenne est rompue.

Bien plus : la Méditerranée elle-même, la mer qui a été l'instrument de cette unité, disparaît elle aussi, car la coexistence de deux civilisations opposées et rivales sur les deux rives de la Méditerranée amène l'avènement d'un régime de piraterie endémique qui, durant plusieurs siècles, rendra impossible toute navigation commerciale régulière sur la mer historique.

La civilisation méditerranéenne est donc bien détruite. Mais c'est alors précisément que va commencer à poindre une nouvelle civilisation : une civilisation européenne. Rejetés du sud, les pays de l'Europe méridionale vont se retourner vers le nord ; ne pouvant plus se servir de la Méditerranée, ils vont essayer de franchir les Alpes. L'Europe naît.

L'histoire des douze siècles qui nous séparent de la fin des invasions ne va plus être l'histoire de la Méditerranée, elle va être l'histoire de l'Europe. L'histoire des vingt siècles qui les avaient précédés avait été celle de la formation d'une civilisation méditerranéenne et de la réalisation progressive d'une unité politique méditerranéenne ; leur histoire sera celle de la formation d'une civilisation européenne, et l'histoire des siècles prochains sera peut-être celle de la réalisation de l'unité politique européenne.

C'est de l'histoire de ces douze premiers siècles de la civilisation européenne que je voudrais marquer quelques traits qui me paraissent particulièrement saillants.

Caractère particulier de l'histoire de l'Europe occidentale

Je laisserai de côté tout ce qui concerne l'Europe occidentale, c'est-à-dire cette partie de l'Europe qui, bien que non méditerranéenne, a participé, pour la raison que j'ai dite, à la civilisation méditerranéenne antique : France, Angleterre et Espagne ; je me bornerai à l'histoire de l'Europe centrale.

J'indique seulement que ce qui caractérise l'histoire de cet Occident, par opposition à celle du restant de l'Europe, c'est que ces pays sont les premiers qui sortirent du « morcellement féodal ». Vous savez qu'au Moyen Age, l'autorité de l'Etat, au lieu d'être concentrée, comme de nos jours, en un Etat unique, se partageait entre de multiples autorités, dont chacune était plus ou moins souveraine en certaines matières tandis qu'elle était dépendante, pour d'autres, d'une autorité supérieure. Une ville « libre » dépendait cependant du roi ou de l'empereur ; une seigneur, maître absolu en fait sur son domaine, était cependant tenu par des liens de vasselage à l'égard d'un seigneur de plus haut rang, qui lui-même dépendait d'un autre par des liens analogues. Or, dès le quinzième siècle, ce morcellement de l'autorité administrative et politique en plusieurs autorités à la fois indépendantes et subordonnées avait à peu près totalement disparu en Angleterre, en France et en Espagne, alors qu'il devait subsister, plus ou moins, jusqu'au siècle dernier, dans la plupart des autres pays européens.

Quelle est la raison de cette différence ? Est-ce précisément parce que les pays occidentaux avaient participé à la civilisation gréco-latine ; ou est-ce, sinon pour cette raison, pour la même cause ; ou est-ce pour de tout autres raisons ? Je ne veux pas le rechercher ici ; ce qui est certain, c'est que leur histoire a, de ce fait, présenté jusqu'à une époque toute récente un caractère très particulier qui la différencie nettement de celle de l'Europe centrale.

Je passe maintenant à celle-ci.

⁂

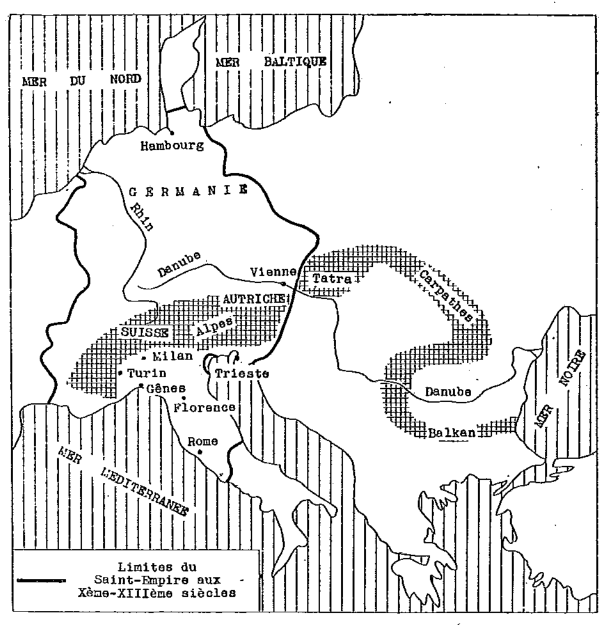
Deux grands faits me paraissent dominer cette histoire, à peu près sans interruption depuis près de douze cents ans. L'un est d'ordre géographique, je l'appellerai, si vous le voulez, l'essai de suppression des Alpes ; l'autre est d'ordre ethnique et concerne les rapports entre deux grands rameaux des peuples indo-européens : les Slaves et les Germains.

Voyons d'abord le premier.

La suppression des Alpes

Il était naturel qu'étant expulsés de la rive Sud de la Méditerranée, expulsés de la Méditerranée elle-même, les peuples de la rive Nord de la Méditerranée, en se retournant vers le nord, vers l'intérieur de leur continent, essayent de créer un Empire européen sur le modèle de l'ancien empire méditerranéen, dont le souvenir était encore partout extrêmement vivace.

De fait, à peine l'invasion arabe a-t-elle fait son plein, à peine la bataille de Poitiers l'a-t-elle stabilisée et mis l'Europe à l'abri, tout en laissant les Arabes maîtres absolus de l'Afrique et de la Méditerranée, que le petit-fils de Charles Martel constitue le premier Empire européen ; cet empire comprenait, en plus de la France, la Germanie et l'Italie du Nord, c'est-à-dire les pays situés au nord des Alpes et les pays situés au sud ; une unité politique était créée ainsi, pour la première fois, par-dessus la barrière des Alpes, une unité qui allait depuis la mer du Nord jusqu'à la Méditerranée.



II. — UN EMPIRE EUROPÉEN : LE SAINT-EMPIRE ROMAIN GERMANIQUE

Création ambitieuse qui ne dura pas, mais qui devait renaître sous une forme quelque peu réduite, peu après sa disparition : à la fin du dixième siècle, par la constitution du Saint-Empire romain germanique.

Le Saint-Empire romain germanique

Je vous prie, camarades, de bien faire attention à ce nom : Saint-Empire *romain germanique*. Romain, c'est-à-dire qu'il comprenait Rome, donc l'Italie ; germanique, c'est-à-dire qu'il comprenait l'Allemagne. Aujourd'hui nous dirions empire italo-allemand.

Cette formation ne fut pas éphémère ; elle dura pour le moins trois siècles, et j'entends non pas seulement le nom, qui persista bien plus longtemps, mais la réalité politique, l'existence réelle d'une formation politique commune aux deux côtés des Alpes.

Une formation qui réunissait, je ne dirai pas sous le même monarque, mais sous le même suzerain, toute la Germanie d'alors, tout ce qui constitue actuellement la Suisse, c'est-à-dire la barrière alpine elle-même, et toute la partie nord et centrale de l'Italie, depuis Turin et Milan jusqu'à Rome inclus, en passant par Florence (voir carte II) ; le Midi de l'Italie seul faisait bande à part, comme il le fit, depuis, très souvent. Pendant trois siècles l'empereur d'Allemagne fut en même temps empereur romain. Ce n'était pas là un titre purement honorifique ; cet empereur d'Allemagne, bien qu'il fût presque toujours un Allemand, s'occupait, la plupart du temps, beaucoup plus de l'Italie que de l'Allemagne.

Certes il ne s'agissait pas d'un Etat centralisé à la manière de notre Etat moderne, — il n'en existait alors aucun ; comme tous autres Etats de l'époque, le Saint-Empire était divisé en un grand nombre de seigneuries, de principautés, de villes libres, de terres d'Eglise jouissant les unes et les autres d'une autonomie considérable et sur lesquelles l'autorité de l'empereur était fort lâche, mais cette

autorité n'était pas plus lâche en Italie qu'en Allemagne.

Certes, également, cette suzeraineté d'un Allemand sur des pays italiens n'alla pas sans de vives résistances de la part de fractions importantes de la population italienne, surtout vers la fin de l'Empire. Toute l'histoire de l'Italie au treizième siècle est remplie de la lutte entre les Gibelins et les Guelfes, c'est-à-dire entre les partisans de l'empereur (Gibelins) et ses adversaires (Guelfes), mais les Gibelins étaient tout autant Italiens que les Guelfes, et souvent non des moindres : Dante était un Gibelin passionné, un partisan forcené de l'empereur d'Allemagne.

Ainsi ce Saint-Empire romain germanique, dont on peut limiter l'existence réelle et active entre la date du couronnement d'Othon I (962) et celle de la mort de Frédéric II (1250), fut la première réalisation durable de l'union entre la Méditerranée et la mer du Nord, entre les anciens civilisés méditerranéens et les anciens Barbares.

Le domaine de la maison d'Autriche

A peine cette première tentative disparaissait-elle, et elle ne l'était même pas encore du point de vue formel, qu'une seconde naissait, qui allait durer plus longtemps encore : cinq siècles.

Si vous jetez les yeux sur une carte où les reliefs sont nettement marqués, vous constatez que la barrière alpestre présente une fissure, une large fissure d'une centaine de kilomètres environ : c'est celle par où passe le Danube, celle qui sépare les Alpes proprement dites des Tatra et des Carpathes. Cette fissure, ce large couloir, c'est l'Autriche, l'Autriche proprement dite ; au cœur du couloir se trouve Vienne.

On conçoit immédiatement que celui qui occupe ce couloir, qui domine ce large et unique passage entre l'Europe du Nord et l'Europe du Sud, est particulièrement bien placé pour réaliser, ou tenter de réaliser, l'unité des deux Europes.

C'est ce qui advint. L'Etat qui s'était constitué en ce point, au cours du Moyen Age, comme « marche » de la chrétienté contre les païens, s'étendit rapidement, à la fois vers le nord et vers le sud, et finit par réaliser ainsi, sur un domaine moins vaste que l'ancien Saint-Empire, mais d'une façon beaucoup plus étroite, l'union de l'Allemagne du Nord et de la Méditerranée.

Dès la fin du quatorzième siècle, en effet, en 1382, l'Autriche annexe Trieste, c'est-à-dire prend pied sur la Méditerranée ; elle devait y rester sans interruption jusqu'à hier : jusqu'en 1918, soit durant 536 ans. D'autre part l'Autriche exerce, pendant presque tout ce temps, une influence considérable sur les pays du Nord, tant par les possessions directes que sa maison régnante y eut (elle régira, à certains moments, même les Pays-Bas), que par le fait que c'est désormais presque exclusivement son souverain qui sera choisi comme empereur de ce Saint-Empire, qui n'existe plus, en fait, comme romain, mais qui subsiste toujours comme germanique.

L'apogée de cette unification germano-méditerranéenne sous la direction de l'Autriche fut atteint au début du siècle dernier. A ce moment les traités de 1815 procurent à l'Autriche un élargissement considérable de sa base méditerranéenne en lui assurant la maîtrise directe de la Lombardie et celle indirecte de Côme et de Florence, soit de presque toute l'Italie du Nord ; en même temps le rôle de premier plan joué par l'Autriche durant les guerres napoléoniennes avait fait d'elle l'Etat le plus puissant et le plus influent des différents Etats allemands réunis alors dans ce qu'on n'appelait plus le Saint-Empire, mais la Confédération germanique.

Mais la roche Tarpéienne est près du Capitole. C'est au moment où l'Autriche est la plus puissante, où par elle l'union entre l'Allemagne et la Méditerranée semble le mieux scellée qu'on assiste à une descente presque verticale : la seconde partie du dix-neuvième siècle va voir le déclin de l'Autriche, et le début du vingtième son effondrement.

En moins de dix ans, l'Autriche doit d'abord battre en retraite coup sur coup, au sud et au nord, sur la Méditerranée et sur l'Allemagne. En 1860, la guerre avec la France l'expulse de l'Italie du Nord, il ne lui y reste plus que son vieux Trieste ; en 1866 la guerre avec la Prusse l'expulse de la Confédération germanique.

Un demi-siècle de plus, et c'est le coup de grâce ! Les traités de 1919 lui enlèvent Trieste, son accès demi-millénaire à la Méditerranée, et lui enlèvent tous les peuples qu'elle avait agglomérés autour d'elle en Europe centrale : ceux de Hongrie, de Bohême, etc... Elle est réduite à l'état de puissance purement alpestre, un Etat minuscule analogue à la Suisse, qui, comme celle-ci, est établi sur la barrière des Alpes, mais qui, à la différence d'elle, commande le passage qui coupe en deux la barrière — différence fondamentale. L'Autriche devient entre les deux Europes, un « Etat-tampon » au lieu de rester l'Etat unificateur qu'elle avait été durant cinq cents ans.

Hitler et Mussolini

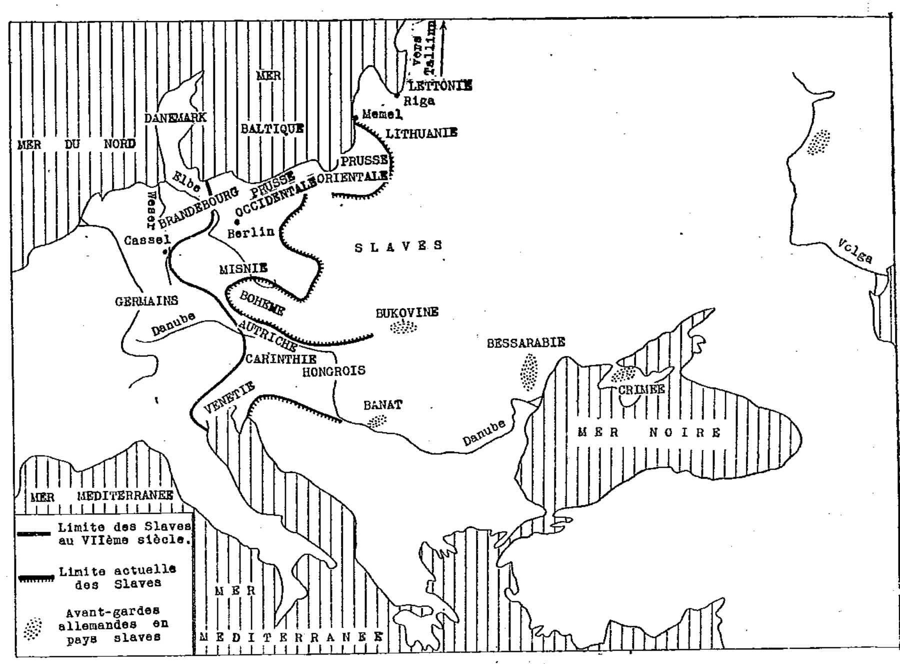
Ces mille ans d'histoire ne nous incitent-ils pas à nous demander si le récent traité germano-italien, qui est beaucoup plus qu'une simple alliance, qui crée entre les deux pays presque une communauté de vie politique, au moins en ce qui concerne la politique extérieure, n'est pas le début d'une nouvelle tentative pour réussir ce que n'ont réalisé qu'imparfaitement dans le passé le Saint-Empire et la maison d'Autriche ? Il s'agit en somme de faire en Europe centrale, malgré les Alpes, ce qui a été fait beaucoup plus tôt et beaucoup plus facilement — à cause de l'absence des Alpes — en Europe occidentale par la création de l'Etat français, cet Etat qui unit en une même formation politique la Flandre et la Provence, la mer du Nord et la Méditerranée, Calais et Marseille ; ne s'agit-il pas en somme d'unir Hambourg à Trieste et à Gênes ?

Le Saint-Empire tourna les Alpes, en quelque sorte, par l'ouest ; l'Empire comprenait en effet tout le pays entre Rhône et Alpes : Savoie, royaume d'Arles, comté de Provence, et ce sont ces pays qui lui fournirent très souvent sa base d'opérations vers l'Italie ; l'Autriche tourna, au contraire, les Alpes par l'est; l'actuelle tentative de Hitler emprunte plutôt, elle, la voie directe, celle du plein cœur des Alpes : le Tyrol ; ce que le progrès des voies de communications et les percées transalpines permettent évidemment de faire aujourd'hui beaucoup plus facilement qu'hier.

Germains et Slaves

Le second trait fondamental de cette histoire de mille ans est la lutte entre les Germains et les Slaves.

Durant les grandes invasions du cinquième siècle, qui furent dans l'ensemble une migration de l'est à l'ouest, les Germains, en se déplaçant vers l'ouest, envahirent la Gaule, pendant que les Slaves, qui étaient derrière eux, occupaient les territoires que les premiers avaient plus ou moins abandonnés. L'expansion des Slaves vers l'ouest atteignit son maximum vers le septième siècle. Les Slaves occupent alors la plus grande partie de l'Europe, beaucoup plus qu'ils n'en occupent aujourd'hui. Ils occupent toutes les côtes de la Baltique jusqu'au point où commence la péninsule danoise ; de là, la limite qui les sépare des Germains suit à peu près le cours de l'Elbe moyen, puis pousse un bastion plus à l'ouest jusqu'à la Weser, vers Cassel, s'avançant ainsi à près de 100 kilomètres du Rhin ; rétrogradant vers l'est, les Slaves laissent plus ou moins la Bavière aux Germains, mais ils occupent l'Autriche, la Carinthie, et, sur le pourtour de l'Adriatique, toute la Vénétie (voir carte III). Ainsi, à ce moment, les Slaves couvrent plus de la moitié de ce qui actuellement est l'Allemagne. Ce qui sera Berlin est alors pleinement slave.



III. — Germains et Slaves

Le premier « Drang nach Osten »

Le grand fait est que, depuis cette époque jusqu'à maintenant, soit pendant douze siècles, la limite qui sépare ces deux groupes de peuples n'a pas cessé de se déplacer vers l'est, les Germains prenant progressivement la place des Slaves, soit en les faisant disparaître par le massacre, soit en les assimilant, c'est-à-dire les convertissant à leur langue, à leur religion et à leurs mœurs.

Ce reflux des Slaves, cette sorte de contre-invasion commença à la même époque que la première unification germano-italienne, au temps de Charlemagne. On sait que la plus grande partie du règne de celui-ci fut occupée par des guerres contre les Saxons, c'est-à-dire contre des Germains occupant la région de la Weser. Après plus de trente années de luttes, ceux-ci, décimés, martyrisés, leurs pays ravagé, comprirent que les temps de la poussée vers l'ouest étaient bien finis ; en conséquence ils se retournèrent vers l'est, donc contre les Slaves. Ce fut le début de cette poussée germanique vers l'est, ce premier *drang nach osten,* qui devait se poursuivre sans discontinuer et avec la plus grande intensité jusqu'au quatorzième siècle.

Des « marches », c'est-à-dire, approximativement, ce que nous appelons dans nos colonies des « territoires militaires », furent créées aux confins des deux mondes, germanique et slave ; leur rôle était de convertir les Slaves païens, et, aussi, de conquérir le pays : marches de Brandebourg, de Misnie (l'actuelle Saxe), d'Autriche, de Carinthie, de Vérone. C'est ainsi que par un mélange d'assimilation et de destruction, toute la moitié orientale de ce qui constitue actuellement l'Allemagne fut progressivement germanisée, notamment les deux Prusses, la Prusse occidentale et la Prusse orientale, ces forteresses du germanisme aux deux derniers siècles, et qui étaient encore purement slaves au début du treizième siècle.

Ces pays furent ainsi totalement germanisés; d'autres le furent moins complètement.

Au nord, dépassant largement les côtes de la Prusse, les Germains, par l'intermédiaire d'un ordre religieux militaire, les Chevaliers teutoniques, s'installèrent tout le long de la Baltique jusqu'au golfe de Finlande, devenant les maîtres de ces pays qu'on dénomme aujourd'hui Lituanie, Lettonie, Estonie ; ils s'y établirent d'une part comme seigneurs féodaux régnant sur une population agricole restée slave, ou, plus exactement, slavo-finnoise (ce furent ces fameux « barons baltes » qui devaient exercer une si grande influence à la cour des czars jusqu'en 1917) ; d'autre part ils s'installèrent en tant que commerçants et artisans dans les villes, surtout dans les ports. Non seulement Memel, mais Riga et Reval (Tallinn) sont de création allemande.

Plus au sud, en Bohême, la germanisation ne fut guère, là aussi, que politique et urbaine. Protégés par les trois montagnes qui enserrent le plateau bohémien, les Slaves y reculèrent peu. La germanisation ne parvint qu'à s'infil-

trer dans les montagnes bordières et à prendre pied sur le début du plateau (ce sont les fameux Allemands des Sudètes), mais elle ne put s'étendre sur le plateau lui-même, sauf, dans les villes.

Si les Tchèques parvinrent à rester Slaves de langue, ils ne purent en revanche éviter de tomber politiquement sous la domination germanique. Ils conservèrent bien un roi particulier, mais ce roi fut presque toujours un Allemand, et, dès le douzième siècle, la Bohême fait partie du Saint-Empire.

A la fin du quatorzième siècle, ce processus de germanisation intensive subit un temps d'arrêt ; la pression existe toujours, mais est moins vigoureuse, sans doute à cause du coup d'arrêt des guerres hussites, d'abord, et ensuite parce que l'Allemagne est trop occupée par ses luttes intérieures (Réforme et guerre de Trente Ans).

Les progrès du germanisme ne devaient reprendre — sous une forme d'ailleurs atténuée — qu'au dix-huitième siècle.

Le second « Drang nach Osten »

La raison de la rapide germanisation du Moyen Age résidait essentiellement dans la supériorité de la civilisation germanique. Alors qu'au contact de leurs voisins occidentaux les Germains avaient acquis à peu près tout ce qui subsistait de l'ancienne civilisation gréco-latine, les Slaves étaient restés un peuple très primitif, purement agricole, sans commerce et sans villes. C'est pareillement cette supériorité de civilisation qui va porter au dix-huitième siècle les Germains chez les Slaves, et même très au loin. Beaucoup de territoires slaves étaient à peine peuplés, et encore moins cultivés ; afin de les mettre en valeur, leurs souverains firent appel aux Germains qui y envoyèrent d'importantes colonies ; celles-ci prospérèrent et forment jusqu'aujourd'hui des enclaves allemandes de plusieurs dizaines, voire de centaines de milliers d'individus, en pleins pays slaves. L'une des plus importantes et des plus connues fut celle des Allemands établis au cœur de la Russie, sur la moyenne Volga ; lors de la création de l'U. R. S. S., ils furent constitués en république autonome : la République des Allemands de la Volga ; pour des raisons assez obscures, Staline l'a dissoute et en a chassé les habitants il y a une dizaine d'années. C'est toujours du dix-huitième siècle que date l'importante colonie allemande de la Crimée, celle de Bukovine, celle du Banat, et, à une époque même encore plus récente (début du dix-neuvième siècle), celle de Bessarabie. Ce sont là de véritables avant-gardes du germanisme, lancées en enfants perdus à plusieurs centaines de kilomètres, parfois à plus de mille kilomètres, des bases.

A côté de cette germanisation à longue distance, les Germains procédèrent, au dix-huitième siècle également, à l'extension de leur domination politique sur les Slaves.

Dès le dix-septième siècle, la Bohême avait perdu même l'apparence de son indépendance, en étant incorporée à la maison d'Autriche ; à la fin du dix-huitième, c'est le partage de la Pologne entre ses trois voisins, dont deux, la Prusse et l'Autriche, sont germaniques. Par ce partage, ces deux pays s'annexent, chacun, plusieurs millions de Slaves. Le *Drang nach Osten* est en pleine reprise; c'en est la seconde phase.

Les Slaves du Sud

Telle fut donc l'histoire, jusqu'au début du siècle dernier, des Slaves du Nord, les Slaves situés au nord de la barrière alpestre. Voyons maintenant ce qu'il advint des Slaves situés au sud. Leur sort fut encore moins brillant.

D'une part, ils durent, eux aussi, rétrograder devant les peuples de l'ouest : l'Autriche en totalité, la Carinthie et la Vénétie dans leur quasi-totalité cessent d'être slaves; en outre, et c'est là le plus grave, à cette poussée de l'ouest s'ajoute une autre, venant, elle, de l'est. Le Sud-Est de l'Europe continue en effet à être le théâtre d'invasions asiatiques, dont deux s'installent à demeure en pays slaves.

A la fin du neuvième siècle, un peuple d'Asie, de langue altaïque, les Magyars, ou Hongrois, font irruption dans la plaine du Danube, détruisent l'Etat slave qui était à sa bordure, la Grande Moravie, et séparent ainsi les peuples slaves en deux tronçons, sans liens désormais; les Slaves du Nord : Tchèques, Slovaques, Polonais; ceux du Sud, ceux qui occupent le littoral adriatique et les Balkans : Slovènes, Croates, Serbes, Bulgares.

Cinq siècles plus tard, un autre peuple asiatique, de langue altaïque également, les Turcs, après avoir occupé l'Asie Mineure, puis franchi les Dardanelles, s'empare de toute la péninsule balkanique, détruisant non seulement l'empire grec de Constantinople, mais aussi tous les Etats slaves du Sud restés indépendants. De sorte que finalement tous les Slaves du Sud sont soumis à la domination de peuples non indo-européens : les Croates et les Slovènes à celle des Hongrois, les Serbes et les Bulgares à celle des Turcs. Ceux qui sont soumis à la domination turque se trouvent privés de toutes relations culturelles ou autres avec le reste de l'Europe; une partie d'entre eux s'islamisent ; ils deviennent presque plus Asiatiques qu'Européens.

La renaissance slave

Telles sont donc les grandes lignes de l'histoire des peuples slaves de l'Europe centrale jusqu'au début du siècle dernier, mais voici qu'au début du dix-neuvième siècle, la courbe change brusquement de sens ; les Slaves cessent d'abord de décliner, puis renaissent.

Au nord, la Prusse a bien occupé, depuis 1772, un certain nombre de provinces polonaises, mais la germanisation ne s'y est pas faite, ou, tout au moins, n'y a progressé que très lentement. Les villes tendent bien à devenir davantage allemandes, mais, malgré la colonisation officielle qui achète de grands domaines polonais pour les répartir entre de petits propriétaires allemands, les campagnes restent essentiellement polonaises, d'autant plus que, le Polonais était plus fécond que l'Allemand, l'accroissement naturel de la population polonaise est supérieur à celui de la population allemande.

Dans le sud, la renaissance slave prend des formes plus positives. L'un des événements principaux du dix-neuvième siècle est l'émancipation des peuples balkaniques du joug turc. C'est la fameuse « question d'Orient », casse-tête des diplomates durant tout le siècle. Parmi les peuples balkaniques qui acquièrent leur indépendance figurent naturellement les Slaves.

Dès 1826, les Serbes obtiennent leur autonomie, en 1878, leur indépendance; cette même année 1878 voit la Bulgarie devenir autonome. Puis, les événements se précipitent : à la veille de la guerre mondiale, en 1912, une coalition générale des peuples balkaniques contre la Turquie non seulement leur assure à tous une totale indépendance, mais leur permet aussi de s'agrandir considérablement aux dépens de la Turquie qui, dès ce moment, ne possède plus en Europe qu'un tout petit territoire autour de Constantinople; peu après c'est la grande guerre et les traités de 1919 qui consacrent la renaissance des Slaves en leur donnant à tous, à ceux du Nord comme à ceux du Sud, aux Slaves d'Allemagne et de Hongrie comme à ceux de Turquie, l'indépendance politique. La Pologne, totalement disparue depuis cent vingt-cinq ans est reconstituée ; la Tchécoslovaquie, qui n'avait jamais existé, est créée de toutes pièces en réunissant à l'ancien royaume de Bohême, membre de l'empire germanique depuis le Moyen Age, et dépendant de la maison d'Autriche depuis trois siècles, la Slovaquie et la Russie subcarpathique peuplées de Slaves dépendant de la Hongrie depuis mille ans; la Serbie devient la Yougoslavie, par la réunion des anciens pays turcs (Serbie, Monténégro, Bosnie) à la Croatie et à la Slovénie, régions slaves soumises, depuis près de mille ans, à la Hongrie.

Le courant est donc totalement renversé; un courant vieux de plus d'un millénaire. C'est maintenant le flux slave, après dix siècles de flux germanique.

Mais voici qu'à cette renaissance, à ce contre-courant le germanisme effrayé oppose Hitler et l'invasion de la Bohême... La vieille lutte des Germains et des Slaves atteint par là l'aspect le plus dramatique peut-être qu'elle ait jamais connu. Le résultat de mille ans d'histoire forme l'enjeu de la lutte d'aujourd'hui.

⁂

Je me garderai bien, camarades, de tirer du passé que je viens de vous rappeler des conclusions précises pour la conduite à suivre dans le présent. J'ai seulement voulu vous montrer que ce serait une grave erreur de s'imaginer que les événements actuels de l'Europe centrale sont simplement le résultat de la fantaisie d'un homme, ou même seulement le produit d'un régime politique intérieur. Il s'agit d'un nouveau développement d'un processus très ancien et très profond, qui n'est autre que celui qui tend à réaliser l'unité de l'Europe centrale malgré les deux grands obstacles qu'elle rencontre : celui d'ordre géographique, les Alpes, séparant l'Europe en deux, nord et sud ; et celui d'ordre ethnique, l'existence des Germains et Slaves séparant l'Europe en deux, ouest et est.

Selon quelles voies se poursuivra le processus d'unification ? Je me garderai bien également de prétendre le prophétiser : la seule chose qui cependant m'apparaît comme à peu près certaine, c'est que, d'une manière ou d'une autre, ce processus aboutira; ni les Alpes, ni le dualisme germano-slave ne peuvent indéfiniment empêcher la réalisation d'une unité que tout, par ailleurs, commande. Mais ne pensez-vous pas que si nos hommes d'Etat étaient un peu moins ignorants, et de vue un peu moins courte, s'ils n'avaient pas été grisés, comme des enfants, par la victoire que leur apportèrent il y a vingt ans les Etats-Unis, ils auraient adopté, lors des traités de paix et par la suite, une autre attitude que celle qu'ils ont eue ; ils n'auraient point tendu tous leurs efforts à faire de l'Autriche une barrière entre l'Allemagne et l'Italie, à dresser les Slaves contre les Germains ? S'ils avaient aidé l'Europe centrale à se réaliser, au lieu de l'empêcher d'être, s'ils avaient aidé l'histoire à accoucher, l'histoire se serait sans doute réalisée sous des formes différentes de celles sous lesquelles elle menace aujourd'hui de s'accomplir.

R. LOUZON.

Suez et Panama

Nous empruntons les chiffres qui vont suivre à une revue américaine *Asia;* ils y sont donnés dans un article écrit par un journaliste qui fut longtemps correspondant de journaux américains dans le Proche-Orient.

Comme l'on sait, le canal de Panama, après l'échec de Lesseps, fut construit par l'Etat américain lui-même ; il coûta beaucoup plus cher que le canal de Suez, vu la différence des conditions géographiques : Panama est un canal à écluses qui doit franchir une véritable petite chaîne de montagnes, la Culebra, tandis que Suez est un canal à niveau, qui emprunte, sur une grande partie de son parcours, des lacs naturels, et est, pour le reste, creusé dans une plaine qui émerge à peine de la mer. Le coût du canal de Panama fut donc de 375 millions de dollars, tandis que celui du canal de Suez ne fut que de 80 millions de dollars, pas même le quart ; pour la même raison les frais d'entretien du canal de Suez sont de 15 p. 100 environ inférieurs à ceux du canal de Panama. Eh bien ! c'est à Suez néanmoins que les tarifs de passage sont les plus élevés : ils sont de 25 p. 100 supérieurs à ceux de Panama.

Il est vrai que, par contre, le canal de Panama (ainsi que toute la zone qui l'entoure, concédée aux Etats-Unis), est administré par un seul homme, aux appointements de 10.000 dollars par an, tandis que Suez possède 32 administrateurs (Weygand et Cie) dont chacun a touché, durant ces dernières années, le double de ce que touche l'unique administrateur de Panama !

Quant aux actionnaires, on aura une idée de ce que leur rapporte le Canal de Suez par les chiffres afférents au principal d'entre eux : le gouvernement britannique.

Lorsque l'Etat anglais acheta, en 1876, les actions possédées par le Khédive d'Egypte, il les paya 20 millions de livres sterling ; ces actions valent en Bourse actuellement, 270 millions de livres environ, elles ont donc décuplé de valeur ; en outre, depuis 1876 ces actions ont rapporté au gouvernement anglais, comme dividendes, 300 millions de livres sterling. Ce sont donc 20 millions qui, en guère plus de 60 ans, se sont transformés, au total, en 570 millions !

Plus ça va d'ailleurs, et plus c'est beau, puisque, d'après une déclaration de John Simon lui-même, le dividende moyen qu'a perçu le gouvernement anglais sur ses actions de 1935 à 1938, a été, en moyenne, de 53 pour cent par an.

La conclusion du publiciste américain est que ce ne sont tout de même pas des raisons pour qu'on accorde satisfaction aux demandes de Mussolini au sujet du canal, étant donné que Mussolini « se soucie fort peu du commerce international et des droits des nations », mais que ce qu'il faut, c'est que le canal de Suez soit géré par une Commission internationale européenne, selon le plan élaboré par le ministère du Commerce anglais lui-même dans les années 1870.

C'est tout à fait notre avis.

Bela Kun mort en prison à Moscou ?

De source privée, nous apprenons que les milieux informés de Moscou tiennent Bela Kun pour mort en prison il y a déjà plusieurs mois. Il avait été arrêté à l'époque où disparurent la plupart des membres du Comité exécutif de l'Internationale Communiste et de la Commission Internationale de Contrôle du Komintern.

Un article publié par Walter Krivitsky dans le *Saturday Evening Post* de Philadelphie, le 17 juin, nous donne les renseignements suivants sur les traitements infligés par le Guépéou à l'ancien chef du gouvernement des Soviets de Budapest :

Bela Kun, un des dirigeants du Komintern, fut arrêté en mai 1937, sur l'ordre de Staline, comme un « espion de la Gestapo ».

Bela Kun fut enfermé à Moscou, à la prison Boutirky, car il n'y avait plus de place à la prison centrale du Guépéou. Il fut logé dans une salle contenant cent quarante prisonniers parmi lesquels figuraient des personnalités aussi éminentes que Mouklévitch, le commandant en chef des forces navales de l'U.R.S.S. Appelé à l'instruction, Bela Kun restait absent plus longtemps que ses codétenus. On l'obligeait à demeurer debout pendant des périodes qui varièrent entre 10 et 20 heures, jusqu'à la syncope. Quand on le ramenait il avait les pieds tellement enflés qu'il ne pouvait plus tenir debout. Après quelques interrogatoires, son état empira. Les gardiens le traitaient avec une brutalité particulière.

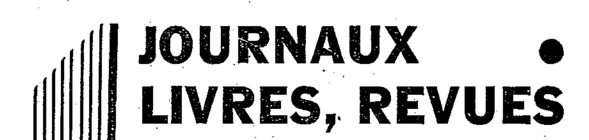
La salle était elle-même un lieu de torture. On y dormait sur deux rangées de planches superposées. L'encombrement était tel que les prisonniers, couchés, ne pouvaient pas s'étendre. Ils devaient dormir l'un contre l'autre, sur le côté et les jambes repliées. Le chef de chambrée leur commandait de se retourner tous à la fois parce que celui qui se fût retourné seul eût gêné tous ses voisins. La place manquait pour marcher.

Bela Kun n'avoua rien. Mouklévitch non plus.

Romuald Mouklévitch était un des plus grands soldats de la révolution. Cet ancien marin bolchévik, membre de divers conseils de l'Armée rouge, avait dirigé l'Académie d'Etat-Major et par la suite le réoutillage de la marine de guerre soviétique et les constructions navales. C'était un révolutionnaire de la vieille génération. Il a été fusillé.

L'hécatombe continue d'ailleurs tout à fait systématiquement. Parmi les personnalités récemment disparues, on mentionne l'explorateur des régions polaires Otto Schmith, qui s'illustra par l'expédition du *Tchéliouskine;* Chapochnikov, le chef de l'Académie d'Etat-Major, un des derniers généraux rouges sortis des anciennes écoles de guerre : et l'explorateur du pôle Papanine. La presse de l'émigration russe vient d'annoncer l'arrestation de Meyerhold.

UN SOCIALISTE.



DEUX BROCHURES SUR LA REVOLUTION FRANÇAISE.

La Librairie Populaire (6, rue Victor-Massé, Paris, 9e) a édité deux excellentes brochures sur la Révolution française.

La première est due à Max Lejeune, ancien élève d'Albert Mathiez à la Sorbonne et qui, bien que député de la Somme, trouve encore le temps de s'intéresser à l'histoire. Sa brochure intitulée « *La Grande Révolution* » (2 fr.) résume, en 50 pages, denses et alertes, l'essentiel de ce qu'il faut savoir de ce grand événement. Lejeune y tient compte des travaux récents, et on appréciera notamment l'étude solide de la Convention et du gouvernement de guerre. On y trouvera également des pages lucides sur la campagne des Girondins pour la guerre et sur la clairvoyante et courageuse résistance que leur opposa Robespierre.

Je ne lui ferai qu'une objection : il n'a pas assez insisté sur l'importance de la question paysanne sous la Révolution, ce qui lui aurait permis d'expliquer de meilleure manière encore les origines du 9 Thermidor.

La seconde « *De la Marseillaise à l'Internationale* » a pour auteur notre camarade Maurice Dommanget. Il est inutile de le présenter aux lecteurs de la *R. P.* Il n'est peut-être pas mauvais de rappeler que Dommanget est l'un des meilleurs connaisseurs de l'histoire de la Révolution française, et aussi de l'histoire du mouvement ouvrier français.

A propos de la volte-face retentissante des communistes, Dommanget a fait l'histoire des deux chansons qui sont maintenant les leurs : *la Marseillaise* et *l'Internationale.* C'est *la Marseillaise* qui nous intéresse ici.

Dommanget montre avec beaucoup de verve (mais avec un ton polémique, en certains passages, qu'il valait mieux éviter) que *la Marseillaise* fut en 1792, par excellence, le chant girondin, c'est-à-dire celui du parti de la guerre. Et il note avec beaucoup de raison que celui qui a commandé la chanson, le maire de Strasbourg, Dietrich, périra sur l'échafaud comme contre-révolutionnaire ; que celui qui l'a écrite, Rouget de l'Isle était un officier réactionnaire qui sera emprisonné sous la Terreur; et que ceux qui l'ont rendue populaire étaient des révolutionnaires appartenant à la bourgeoisie belliqueuse et modérée. Chant militariste et guerrier, voilà *la Marseillaise.*

Maurice Dommanget esquisse ensuite l'histoire de *la Marseillaise* au dix-neuvième siècle, et s'efforce d'expliquer comment ce chant xénophobe et militariste est devenu un chant populaire utilisé dans la lutte contre les tyrans. Ces pages sont, à mon goût, les plus intéressantes. Elles valent d'être lues avec soin.

Ce travail de Dommanget est de petites dimensions. Mais il porte la marque du talent vigoureux et sincère d'un homme qui est un militant et un historien. — G. ALBERTINI.

NOUS AVONS REÇU :

— Maurice Wullens : *Pages de mon carnet,* Souvenirs de voyage, de campagne et de captivité, nouvelle édition, préface de Marcel Martinet, 1 volume, édition des « Humbles », 229, rue de Tolbiac, Paris (13e).

Ce volume sera laissé, *pour nos lecteurs,* au **prix** de librairie (douze francs au lieu de dix-huit) **à** ceux qui enverront directement leur commande à Maurice Wullens, 229, rue de Tolbiac, Paris **(13e)** (C.C.P. 380.70 Paris).

— L. Emery : *Vision et pensée chez Victor Hugo,* un vol. in-8 raisin, 200 pages et 16 hors-texte, édition du syndicat des instituteurs du Rhône, André Lavenir, 2, rue Maurice-Bouchor, Lyon VIIe. L'exemplaire sur vélin 15 francs, sur rives 20 francs. Ces prix de souscription sont maintenus pour nos lecteurs qui passeront commande à Lavenir, chèque postal 434 Lyon.

RENAISSANCE *DU SYNDICALISME*

Zurich et le projet belge

Le syndicalisme et l'Etat

Les délégués au 8e congrès syndical international qui vient se réunir à Zurich ont eu à examiner une des questions essentielles posées depuis toujours au mouvement prolétarien, mais de façon singulièrement aiguë depuis ces dernières années, et que le sixième point de l'ordre du jour résumait en cette formule : « Les problèmes de la stratégie et la politique des syndicats ; leur position dans l'Etat. »

L'action syndicale, aussi bien, se trouve aujourd'hui placée devant des réalités et des nécessités à peine soupçonnées par les premiers théoriciens ou par les pionniers intrépides. La confrontation d'une doctrine directrice aux nouvelles conditions de la production industrielle s'impose de toute urgence si l'on ne veut pas enliser le mouvement dans des formules dépassées ou des espérances chimériques. Ces préoccupations réalistes des centres internationaux du syndicalisme les amènent à considérer d'une façon imprévue les bases mêmes de leurs revendications et de leur conscience de classe. On répète encore machinalement les dogmes qu'on a laissé croire intangibles. Mais la timidité dans l'action marque nettement la confusion qui règne dans les esprits. Le choix s'imposera inéluctablement au mouvement international entre la doctrine de la lutte de classe qui a inspiré jusqu'ici les fédérations les plus ardentes, et celle de la collaboration et de la paix sociale qui semble caractéristique d'une époque de transition et de lassitude. Que la question ait été nettement posée à un congrès aussi important que celui de Zurich, voilà qui est symptomatique, et qui souligne la gravité d'un dualisme qui a jusqu'ici mené vers les défaites sanglantes ou les victoires manquées.

⁂

La question s'est posée avec une urgence d'autant plus grande aux organisateurs du congrès qu'il convenait de donner réponse précise aux centrales nationales qui ont à orienter dans les mois qui viennent la législation sociale dans leurs pays respectifs. C'est plus nettement le cas de la Belgique et du Danemark, et c'est le projet de loi du gouvernement belge sur le statut légal des syndicats qui a déclenché une discussion aussi grave, et de la conclusion de laquelle dépend l'avenir du prolétariat européen, de la civilisation occidentale elle-même.

Le projet gouvernemental belge dépasse des simples questions de procédure ou d'enregistrement, jetant les bases d'une législation économique nouvelle dans laquelle les syndicats ouvriers et patronaux auront à jouer un rôle essentiel. En contre-partie de l'octroi de la pleine personnalité civile aux organisations ouvrières, l'Etat se réserve un droit de regard sur la composition, l'administration et la direction des syndicats, les intégrant de la sorte de plus en plus nettement aux rouages nationaux et aux intérêts généraux de la collectivité. Jef Rens, lors de la réunion du comité national de la C.G.T. belge qui eut à examiner le projet du gouvernement, souligna particulièrement ce point : « Les conseils professionnels, dit-il, répondent à une aspiration syndicale : la participation de la classe ouvrière, dans une mesure aussi large que possible, à la vie économique. » On a bien soulevé le danger immense de corporatisme que constitue une telle aspiration, mais Rens ne se tint pas pour battu, précisant que « dans la vie de n'importe quelle institution sociale il arrive un moment où la loi doit intervenir », et qu'il convient « de tendre vers une normalisation des relations sociales et vers une collaboration entre tous les producteurs en vue de la prospérité économique ».

Toutefois, il ne faut pas croire que les dangers ont été passés sous silence. En fait, le projet gouvernemental tend, selon Delsinne, à consacrer les monopoles de fait et à désarmer d'une façon adroite, mais d'autant plus efficace, tout mouvement prolétarien quelque peu sérieux. « Il faut dire à la classe ouvrière, s'est écrié dans un élan de franchise Liebaers, que l'organisation des professions signifierait le renoncement à certaines positions doctrinales, telles que la lutte de classe, et l'intégration du mouvement syndical dans l'appareil étatique et **économique.** »

⁂

La question est ainsi nettement posée. On peut évidemment ergoter longuement et s'attacher à la discussion de détails sans valeur. Les avantages de l'intégration ne sont pas à dédaigner, mais il faut savoir de quel prix ils doivent être payés. Ce suprême effort pour lier les ententes industrielles patronales, c'est-à-dire la forme ultime d'un régime de monopole de fait, au sort de la classe ouvrière elle-même mérite une étude un peu serrée, et n'apparaît pas comme un des paradoxes les moins curieux de ces temps. Il sera intéressant, au préalable, de connaître la position exacte du congrès de Zurich devant cette double exigence de l'action quotidienne, et les réactions diverses qu'elle aura suscitées parmi les représentants du prolétariat.

PIERRE ANGEL.

Le Congrès des instituteurs

La place et le temps nous ont manqué pour dire dans ce numéro ce que sera le prochain congrès du Syndicat national des instituteurs convoqué pour le 18 courant à Montrouge.

Deux questions principales le marqueront : la lutte pour la paix et la position du groupement à l'égard de la Fédération des fonctionnaires.

Sur le premier point, il nous semble que la réunion des divers courants antiguerriers devrait marquer l'issue des débats. Sur le second, il nous apparaît que le retrait serait la solution logique. Mais laissons la parole aux intéressés... — M. CH.

Scission dans la Loire ?

Pour les camarades qui ne pouvaient comprendre la volonté de scission des staliniens qui dirigent l'Union des Syndicats de la Loire, le dernier congrès de cette organisation aura été édifiant.

Naturellement, on a su cacher les épines derrière de belles roses, on a écrit en lettres immenses le mot « *union* » sur des banderoles, on a placé au-dessus du « présidium » un immense portrait de Jouhaux, on a fait venir Bothereau pour qu'en sa qualité d'ex-confédéré il présente les résolutions-types du bureau, dont on lui laissera la paternité afin de pouvoir dire ensuite que Bothereau condamne la minorité; Thibaud parlera de l'union avec émotion... Mais tout cela n'a trompé que les aveugles et les sourds.

Au-dessus du décorum, au-dessus des fleurs, les faits restent qui prouvent que les staliniens qui dirigent l'U.D. entendent faire de l'U.D. leur maison, une maison qu'ils gèrent à leur guise et au bénéfice de leur seule tendance, une maison où la critique n'est pas permise, où seuls sont assurés d'un appui les partisans ou les suiveurs des dirigeants.

Dès le début, dès la première intervention d'un non-stalinien, les délégués staliniens lancèrent d'abondantes insultes. Les cris de « Munichois! Assassins! Salauds! » couvrirent bientôt la voix de Lheureux lorsqu'il osa demander que l'U.D. participe aux frais de la défense de Garnier et David.

Mais oui, camarades, vouloir que l'U.D. à laquelle nous appartenons, à laquelle nous, minoritaires, nous envoyons des milliers de francs par mois, défende tous les militants poursuivis par la justice bourgeoise; c'est une prétention inadmissible, insupportable pour les staliniens qui se sont implantés à la direction !

Là est le point essentiel, là est le geste qui traduit la volonté de scission des dirigeants de l'U.D.

⁂

Certes, il se trouvera d'excellents camarades, de ces esprits conciliants à l'excès, pour nous dire amicalement :

« Vous avez raison de demander que l'U.D. défende Garnier-David, comme elle a défendu Patinaud, mais vous avez eu tort de quitter le congrès. »

Comment ? Rester à un congrès où l'on se fait insulter quand on demande que l'U.D. défende toutes les victimes de la répression, que l'U.D. respecte les décisions de la commission d'enquête de la C.G.T. !... Rester ?... Mais ç'aurait été couvrir l'ignominie !

Non, nous ne pouvions pas rester à ce congrès, du moment que le secrétaire, approuvé par la majorité, n'a pas eu un mot pour nos camarades Garnier et David libérés et n'a fait allusion à leur procès que pour déclarer que les décisions de la commission d'enquête ne l'intéressaient pas.

Comment ? quand la commission d'enquête déclare « qu'elle estime que toute organisation syndicale se doit à priori et en l'absence de preuves formelles, de soutenir ses militants aux prises avec la justice bourgeoise », ça ne vous intéresse pas ?

Où sont vos promesses d'il y a un an ?

Et si vous osez vous dégager d'une semblable obligation que voulez-vous que nous fassions à l'U.D. ?

Nous vous posons cette question, à vous, dirigeants de l'U.D., mais nous la posons aussi à vous tous syndiqués de l'U.D., à vous les dirigeants de la C.G.T., à vous tous, les militants de notre mouvement syndical.

Si une U.D. peut se désintéresser des poursuites envers des militants parce qu'ils n'approuvent pas la direction, si les dirigeants d'une U.D. peuvent affirmer ensuite, alors que ces militants ont été reconnus innocents par la justice bourgeoise, que leur défense ne les intéresse pas, et si la majorité peut se permettre d'insulter les délégués de syndicats qui lui rappelleront ses obligations syndicales, encore une fois, pouvons-nous rester dans un congrès qui approuve une telle attitude ?

N'avons-nous pas eu raison de poser la question préalable ?

N'étions-nous pas en droit d'avoir l'opinion du congrès ? Car tout le reste de la discussion, toutes les décisions prises n'avaient de sens et de valeur qu'autant que le congrès affirmait sa volonté d'assurer la défense de tous les militants poursuivis.

Sans cette affirmation, le mot « *unité* » dans la bouche des dirigeants de l'U.D. avait le sens de « *scission* » ; le portrait de Jouhaux, la présence de Bothereau n'avaient plus d'autre but que de masquer les vilenies de l'U.D. par l'évocation de l'unité qui subsiste dans la C.G.T.

Le congrès a répondu seulement par des insultes ; nous n'avions donc plus rien à faire dans cette salle et nous sommes partis.

⁂

Puisque l'U.D. ne peut assurer notre défense en cas de poursuites ; puisque, avec notre argent, elle entend continuer à nous insulter ; puisqu'elle se libère de ses obligations à notre égard, nous n'avons plus d'argent à lui donner.

Et notre décision est ferme. Nous la portons à la connaissance de tous les syndiqués, à la connaissance de nos fédérations, à la connaissance de la C.G.T.

Les faits qui l'ont motivée sont graves.

Approuver l'U.D., c'est admettre que dans la C.G.T. il y a deux catégories de syndiqués, ceux qui approuvent leurs dirigeants et qui ont le droit à l'appui de l'U.D., ceux qui continuent à penser librement et qui, de ce fait, n'ont à attendre de l'U.D., que des insultes et des calomnies.

Qui osera le faire ? Approuver l'U.D., c'est se prononcer pour la scission.

Comme en ce moment, une scission serait criminelle, comme nous avons confiance dans les militants du mouvement syndical qui sont attachés à l'unité et qui ne veulent laisser abandonner des militants, seulement coupables de défendre leurs opinions, nous attendons avec calme la sentence de nos fédérations, de notre C.G.T. et aussi, celle de l'ensemble des militants syndicaux.

En attendant, nos cotisations à l'U.D. seront consignées dans un coffre-fort, elles en sortiront quand l'U.D. voudra bien participer aux frais du procès Garnier-David, quand nous aurons l'assurance que nous serons défendus si nous sommes poursuivis pour action syndicale, quand nous aurons l'assurance que notre argent ne servira pas à nous calomnier.

Pour la minorité,

U. THEVENON.

P. S. — Vingt-neuf syndicats de la Loire, groupant plus de 11.000 syndiqués, ont fait leur la position ci-dessus indiquée. Ce sont les organisations suivantes : mineurs de Roche-la-Molière, du Chambon-Feugerolles, de la Ricamarie, de St-Genest-Lerpt, de St-Chamond et de Firminy ; crayons « Marquise » de St-Paul-en-Jarez ; agents des P.T.T. de St-Etienne et de Roanne ; bâtiment de St-Etienne, du Chambon-Feugerolles, de Firminy, de Roche-la-Molière, de l'Hôpital s/Rhins et de St-Marcellin ; textile de Neulize, de Firminy et de St-Julien Molin-Molette ; teinturiers de St-Etienne ; typographes de St-Etienne ; lithographes et papetiers de St-Etienne ; coiffeurs de St-Etienne ; instituteurs de la Loire ; agents des lycées de St-Etienne ; gaz de Firminy ; ameublement ; Métaux de Roanne ; bâtiment de Panissières.

NOTES
D'ÉCONOMIE ET DE POLITIQUE

LES COMBATS D'AVIONS A LA FRONTIERE MONGOLE, NOUVEAU COUP DE SEMONCE

L'an dernier, au moins d'août, les Japonais se livrèrent à une épreuve de force à l'égard des Russes; ils occupèrent les collines de Tcheng-Kou-Feng vers l'extrémité orientale de la frontière mandchoue et s'y maintinrent, malgré toutes les attaques, jusqu'à ce que, de guerre lasse, les Russes demandent un armistice.

Cette année-ci, c'est dès juin qu'une nouvelle épreuve de force a lieu; elle se produit, cette fois, vers l'autre bout de la frontière : ce sont les combats entre centaines d'avions qui se déroulèrent le mois dernier au-dessus de la frontière mandchoue-mongole.

L'an dernier, l'infanterie japonaise avait été seule engagée, il s'agissait de faire la preuve de la valeur du fantassin japonais; cette année, c'est l'aviation qui est engagée, il s'agit de faire la preuve de la valeur de l'avion japonais.

Epreuves de force? C'est bien évident, car, sinon, à quoi rimeraient ces combats? Ces actions extrêmement énergiques, mais extrêmement localisées, auxquelles ne succède, pas plus cette année que l'an dernier, aucune opération ou tentative d'opérations d'envergure?

Il s'agit manifestement de montrer simplement à l'adversaire que l'on est là — et même un peu là.

Mais pour quelle raison les Japonais éprouvent-ils ainsi le besoin de montrer qu'« ils sont là »?

Les événements de Tchen-Kou-Feng ont eu lieu en août de l'an dernier, c'est-à-dire le mois précédant septembre; c'est dire qu'ils ont accompagné le début de la crise des Sudètes et n'ont précédé que de quelques semaines le moment où celle-ci parvint au point décisif. Il est donc de toute vraisemblance que l'action japonaise eut pour but alors d'inviter la Russie à se tenir tranquille en Occident durant les événements qui allaient suivre, si elle ne voulait pas être terriblement secouée en Extrême-Orient. Le but fut atteint : la Russie se tint parfaitement tranquille et laissa Hitler opérer à son aise; malgré le pacte qui la liait avec la Tchécoslovaquie, pacte conclu directement entre les deux puissances et ne comportant aucune référence à l'égard de l'attitude de l'Angleterre ou de la France, la Russie ne leva pas le petit doigt pour défendre la Tchécoslovaquie : tous les appels de Benès restèrent vains.

L'épreuve de force de cette année a sans doute un but analogue. Il s'agit de maintenir la Russie dans la neutralité à l'égard de ce que le grand état-major allemand a résolu, en Europe, pour cet été. La crainte des avions japonais en Orient doit maintenir sous leurs hangars les avions russes en Occident.

Mais cette épreuve de force a-t-elle réussi? L'aviation japonaise a-t-elle fait montre d'une supériorité écrasante, comme il résulterait des communiqués de Tokio, ou au contraire a-t-elle été inférieure à l'aviation russe comme il résulterait des communiqués de Moscou? Ou bien la vérité est-elle entre les deux?

Il est difficile de le savoir. A Tchen-Kou-Feng il s'agissait de combats d'infanterie; les résultats des combats d'infanterie s'inscrivent sur le terrain; il était donc assez facile de les discerner, malgré le mensonge des communiqués. Il n'en est pas de même dans les combats d'avions; seuls les témoins peuvent savoir de quel côté se trouvaient les appareils qui tombèrent. Tout ce que l'on peut remarquer c'est que les communiqués japonais sont très antérieurs aux communiqués russes, et que ce n'est qu'après deux communiqués japonais annonçant coup sur coup des victoires écrasantes, que les Russes se décidèrent à sortir d'un silence qu'il ne leur était plus possible de garder. Or ce sont généralement les vainqueurs qui sont les plus pressés d'annoncer les batailles.

Du résultat qu'ont eu ces combats dépend, sans doute pour une large part, la question de la guerre ou de la paix pour cet été en Europe. En tout cas, ce qui en dépendra certainement, ce sera l'attitude de la Russie à l'égard de la France et de l'Angleterre.

Si les combats se sont déroulés d'une manière telle que Staline puisse estimer qu'il n'a pas grand'chose à craindre du Japon, il se décidera sans doute à s'unir assez étroitement avec la France et l'Angleterre afin de pousser à la guerre avec l'Allemagne; si c'est le contraire, si la certitude d'une catastrophe lui est apparue en Asie, Staline donnera tous ses soins à « se tenir hors de portée des canons », comme pendant la guerre d'Espagne. Quoi qu'il advienne en Europe, il restera bien sage, aussi sage qu'en septembre dernier, afin que le Japon le laisse tranquille. Il laissera tomber les « démocraties » occidentales, comme il laissa tomber, l'an dernier, la démocratie tchèque. Si bien qu'en définitive, ce sera le résultat final des pourparlers anglo-russes qui nous éclairera sur le résultat des combats d'aviation du lac Bouir.

RAPPEL D'HISTOIRE A PROPOS DE TSIEN-TSIN

S'il y a des gens qui n'ont pas le droit de se plaindre de l'impérialisme japonais, ce sont bien les Américains et les Européens.

L'impérialisme japonais est leur œuvre; ce sont eux qui l'ont de toutes pièces, et tout récemment, créé.

Faut-il rappeler que, il n'y a même pas un siècle, les Japonais vivaient rigoureusement confinés dans leurs îles, ne demandant qu'une chose : qu'on leur foute la paix! Leur seul désir était de ne rien connaître de l'Europe, et que l'Europe ne connaisse rien d'eux.

Mais les gens de race blanche sont insatiables; qu'il y ait quelque part dans le monde un territoire qui soit fermé à leurs entreprises leur paraît une injure personnelle et intolérable.

C'est pourquoi, un beau jour de l'année 1853, l'amiral américain Perry apparut dans la baie de Tokio à la tête d'un importante escadre, exigeant l'ouverture de deux ports japonais au commerce américain.

Les blancs prirent ainsi pied sur la terre japonaise, mais l'acceptation qu'avait dû donner le gouvernement japonais n'impliquait pas l'acceptation du peuple : celui-ci mena la vie dure aux diables étrangers. Aussi dix ans plus tard, afin de donner une leçon à ces jaunes orgueilleux qui avaient la prétention de vouloir rester entre eux, chez eux, les flottes anglaise, française, hollandaise et américaine vinrent bombarder et détruire les forts de Shimonoseki à l'entrée du détroit du même nom.

C'était le 5 septembre 1864, une grande date qui fera époque dans l'histoire, bien que, comme pour tant d'autres analogues, l'histoire officielle l'ignore, ou à peu près.

Cette fois, les Japonais comprirent. La lueur des coups de canon des navires américano-européens leur fut comme une révélation. Ils comprirent qu'ils ne pourraient être tranquilles qu'à la condition d'imiter et de surpasser ceux qui voulaient à toutes forces troubler leur tranquillité.

Ils se soumirent donc, cette fois complètement. Ils ouvrirent leurs portes toutes grandes à l'étranger, mais... pour se mettre à son école. Et ce fut alors la grande révolution de 1867 par laquelle était inaugurée la transformation la plus incroyable et la plus rapide que l'histoire ait jamais jusqu'alors enregistrée.

L'ampleur du chemin parcouru se mesure à ces deux événements :

5 septembre 1864 : Européens et Américains bombardent les côtes japonaises sans susciter aucune riposte digne d'être notée.

14 juin 1939 : les Japonais, trouvant indésirable la présence en Chine des Européens et Américains, les bloquent, les affament et les déshabillent dans les concessions anglaise et française de Tien-Tsin, sans susciter aucune réaction notable.

Choc en retour!

Lorsque les blancs n'avaient pas encore été les chercher, les Japonais ne demandaient pas d'« espace vital », ils n'avaient besoin ni du charbon ni du fer de la Chine, ni du pétrole de Sakhaline. En obligeant le Japon à entrer dans le cycle de l'économie capitaliste, afin de se créer à elles-mêmes un marché, l'Europe et l'Amérique lui ont rendu nécessaire la conquête du charbon, du fer, du pétrole, et de l'« espace vital ».

Ce n'est d'ailleurs là qu'un cas particulier, et particulièrement rapide, d'un phénomène général. Le XIXme siècle a été le siècle où l'Europe, et son rejeton l'Amérique, se sont imposées partout, en Asie et en Afrique, chez les jaunes et chez les nègres; le XXme siècle sera celui où, s'étant assimilé la « civilisation » qu'on leur a imposé, jaunes et nègres rendront, avec usure, à leurs éducateurs les « bienfaits de la civilisation » qu'ils leur ont apportés.

La dialectique n'est pas un vain mot.

IL VA FALLOIR CEDER AU JAPON CE QU'ON A REFUSE AU KUOMINTANG

Au temps déjà lointain où le Kuomintang était une force révolutionnaire luttant pour la libération de la Chine, la *R. P.* attirait l'attention sur la nécessité pour les puissances européennes, et pour la France en particulier, de mettre fin au scandaleux régime des « concessions ». Nous demandions que la France abandonne librement tous les « droits » d'exterritorialité et autres imposés à la Chine au cours de ces soixante années de guerres dont la première avait eu pour but avoué d'imposer aux Chinois la consommation de l'opium, et la dernière la présence des congrégations.

Evidemment, on ne nous a pas écoutés, pas même entendus! On se croyait toujours en état de pratiquer la manière forte, de ne rien abandonner des conquêtes et des « droits » que le brigandage des pères avait assurés aux fils. On ne nous a pas plus écoutés que lorsque nous disions, au même moment, qu'il fallait reviser le traité de Versailles, ou qu'on ne nous écoute maintenant lorsque nous disons qu'il faut libérer les 60 millions de « sujets » de l'« Empire » français.

Les résultats n'en sont pas moins là.

On n'a pas revisé le traité de Versailles, on a tué ainsi la République de Weimar, et l'on a, à la place, Hitler qui, par la force, devant une France tremblante, a déjà détruit les trois-quarts du traité de Versailles et va demain en détruire le reste... et au delà.

On n'a pas voulu donner à la jeune République chinoise l'assiette qui lui manquait, en acceptant sa requête pour la suppression des « traités inégaux », et aujourd'hui c'est le Japon qui, par la force, devant une Europe tremblante, est en train de supprimer ces traités; devenu le « protecteur » de la Chine, il va obliger l'Europe à rendre à la Chine ses droits.

Quant aux « sujets » de l'« Empire » français, donnons rendez-vous à nos lecteurs pour dans quelque temps.

Il y a tout de même une chose qu'il faudrait comprendre. L'Europe, et tout particulièrement la France, sont, matériellement, en plein recul (les périodes d'essor ne sont pas éternelles); elles ne peuvent atténuer la perte de leur domination matérielle qu'en y substituant une domination morale résultant de l'adoption d'une grande politique humaine. Une politique qui ne serait plus fondée sur l'égoïsme national, mais sur les intérêts généraux du monde; une politique qui ne serait plus d'hégémonie, mais d'égalité de droits; une politique qui ne serait plus d'exploitation, mais de collaboration. C'est là ce qui seul permettrait à l'Europe, et plus immédiatement à la France, de continuer à vivre.

LE DEMOCRATIQUE MEXIQUE A DESSERRE L'ETREINTE DES PLOUTODEMOCRATIES... GRACE AU FASCISME !

Nous avons souvent appelé l'attention sur le cas des pétroles mexicains car il constitue la démonstration la plus typique qui soit du mensonge qui consiste à appeler démocraties les ploutocraties.

On sait que le Mexique est le seul pays américain de régime vraiment populaire; on sait qu'il est le seul Etat au monde qui ait refusé d'instituer le blocus des armes à l'égard de l'Espagne républicaine; on sait qu'il est également le seul qui accepte les républicains espagnols en hommes libres, sans les enfermer, comme notre « douce » patrie, dans des camps de concentration; on sait également que séduit lui aussi par les étiquettes, il a toujours montré, en politique extérieure, la plus grande sympathie pour les Etats dits démocratiques, France et Angleterre, et qu'il s'est maintes fois prononcé contre l'« axe ».

Mais l'on sait aussi qu'au début de 1938, les grands trusts pétroliers Standard et Royal Dutch, n'ayant pas voulu appliquer un jugement arbitral rendu conformément à la loi mexicaine, sur les salaires des ouvriers, furent expropriés de leurs concessions mexicaines, conformément à la loi mexicaine, et que l'Etat se mit à les exploiter à leur place. Ce fut alors, je le rappelle à nouveau, la plus formidable levée de boucliers qu'il y ait eu, depuis les jours de 1919, dans le monde de la ploutocratie du pétrole, et des Etats « démocratiques », ses fidèles serviteurs. Pendant qu'un blocus économique savant était organisé pour que l'Etat mexicain ne trouve nulle part à raffiner ou à vendre son pétrole, les tribunaux anglais, français, et hollandais faisaient saisir les cargaisons qui parvenaient en Europe comme « biens volés » (!), et l'Angleterre, allant plus loin, rompait les relations diplomatiques avec Mexico. Ce fut un blocus et un isolement aussi rigoureux que ceux organisés par les mêmes ploutocraties et « démocraties », il y a vingt ans, contre la Révolution russe.

Eh bien! une bonne nouvelle : ce blocus a échoué. En mai dernier c'est-à-dire après plus d'un an de luttes, le Mexique est parvenu à exporter 1.850.000 barils de pétrole, soit, à 200.000 barils près, la même quantité qu'il en exportait en moyenne par mois, en 1937, au temps des compagnies, avant le blocus.

Résultat magnifique, et dont il faut, avant tout, se féliciter.

Mais comment a-t-il été obtenu? Grâce à qui le petit et pauvre Mexique est-il parvenu à rompre le blocus organisé contre lui par la plus puissante ploutocratie du monde appuyé sur tous les Etats « démocratiques » du monde? — Grâce à l'Allemagne et à l'Italie !

Ce sont les pays fascistes qui ont permis au démocratique Mexique d'échapper à l'étreinte des pays « démocratiques ». C'est, en effet, l'Allemagne et l'Italie qui ont acheté au Mexique la quasi-totalité de sa production de pétrole. C'est le fascisme qui a permis à la démocratie, à la réelle démocratie, au seul pays véritablement démocratique du monde, de tenir le coup !

Cette situation paradoxale fait que le Mexique est loin d'être encore sorti de ses difficultés, mais le résultat immédiat n'en est pas moins là. Après l'Espagne livrée au fascisme par les « démocraties », voici le Mexique sauvé des « démocraties » grâce au fascisme !

R. L.

Impressions d'Allemagne

Deux camarades des P.T.T., Charlotte Bonnin et Henriette Minaire, sont allées, à Pâques, en Allemagne. Court voyage dont on ne saurait, c'est l'évidence, tirer un jugement définitif, à l'exemple de ceux qui, ayant passé 15 jours en U.R.S.S., en reviennent armés de certitudes impératives. Mais, parce qu'elles ont dit simplement ce qu'elles avaient vu et éprouvé, Bonnin et Minaire sont l'objet d'une campagne de calomnies menée par les staliniens de leur corporation. Le moyen d'y répondre n'est-il pas de publier ces « Impressions d'Allemagne » que nous communique Henriette Minaire ?

Nous sommes parties pour l'Allemagne le samedi avant Pâques, au lendemain du coup de force hitlérien sur la Tchéco-Slovaquie. Atmosphère de départ lourde, pleine de menaces..... Aussi avions-nous le cœur serré malgré notre optimisme souriant. A Peppinster et pendant des kilomètres, près de la frontière germano-belge, ponts et voies du chemin de fer sont gardés par des soldats belges impassibles et casqués et parfois protégés encore par des fils de fer barbelés, déjà... L'Europe a peur !

La douane allemande nous reçut avec correction. Un seul incident, amusant d'ailleurs : A notre retour au wagon après les formalités monétaires d'usage, nous n'avons retrouvé que deux journaux (*L'Œuvre* et le *Journal*) parmi tous ceux que nous avions emportés (*Temps, Figaro, la Flèche, Populaire, Action Française*) ; *L'Œuvre* en particulier contenait un article extrêmement violent contre Hitler ! Nous ne saurons jamais si nous avons eu affaire à un douanier maladroitement zélé ou simplement curieux de journaux français.

Ensuite nous avons vécu pendant quinze jours la vie berlinoise, circulant librement et interrogeant à notre gré. Berlin est une ville sans grand caractère qui ressemble actuellement à un vaste chantier ; on ne rencontre qu'échafaudages et démolitions. Non seulement on n'y trouve pas une vieille maison, mais encore on met la pioche dans certaines bâtisses dont le style offense, paraît-il, le bon goût actuel. C'est le cas « Unter den Linden » où l'on reconstruit fiévreusement dans le style net, sévère, un peu lugubre, bien caractéristique du national-socialisme, style dont un des ensembles les mieux réussis est formé par le Stade Olympique, le théâtre de plein air, et les tribunes du Champ de Mai.

Ce qui est bien spécial à Berlin par contre, et qu'on ne trouve ni à Hambourg, ni à Brême, c'est l'aspect militaire que lui donnent tous les uniformes de soldats, officiers, S.A., S.S., jeunesses hitlériennes. Beaucoup de civils arborent les insignes du parti ou de l' « Arbeit front », et même les vendeurs de journaux portent la casquette plate et l'uniforme ! Tout cela est assez déplaisant pour quelqu'un qui a, comme moi, horreur de tout ce qui est militaire ; mais tout ce monde est d'une extrême correction et même d'une amabilité remarquable pour l'étranger.

De nombreuses denrées manquent

Notre petite enquête sur la vie matérielle allemande nous a permis de constater que si l'on ne crève pas de faim en Allemagne, de nombreuses denrées manquent : les œufs, les fruits, le café, le beurre, les légumes. Cependant seule existe la carte de beurre (125 grammes par semaine et par personne). Pour les autres denrées rares, les oranges par exemple, on fait la queue au marché quand il y en a, et nous avons pu voir quelques boutiques de fruitiers fermées pour manque de produits. Les marchés, surtout ceux de banlieue, sont misérables, les Halles Centrales lamentables : pas un poulet, pas de fruits ni de légumes, peu de beurre ; on voit des couffins de « purée » de dattes dont pas un Français ne voudait manger. Beaucoup de citrons, « les citrons de l'amitié », envoyés par Mussolini. Une viande presque uniquement de bœuf et de porc, très chère et peu abondante. On vend des *morceaux* de carotte et de navet — la rhubarbe est un luxe. Par contre beaucoup de poissons frais, fumés, salés, aromatisés. Il y a une propagande pour la consommation du poisson très bien faite.

Malgré tout cela nous n'avons pu voir que l' « ersatz » de café et encore dans une vitrine. Les Berlinois ont ouvert des yeux ahuris quand nous avons exprimé le désir d'en consommer. Mystère et propagande.

La puissance d'achat du mark touriste (8 fr. 50) correspond sensiblement à ce qu'on aurait pour ce prix en France : on mange dans des restaurants moyens (sans vin et sans pain) un potage, un plat garni, une compote, pour 1 mark. Mais la bière et le café sont chers. Les transports sont aussi coûteux qu'à Paris ; nous, nous payions 30 pfennigs pour venir de banlieue au centre de Berlin, à la Potsdamer Banhof. Les chaussures et les vêtements, bien qu'on parle d'utiliser la fibre de bois pour la confection de ces derniers, sont abordables. Les logements sont chers mais beaucoup plus confortables qu'en France; l'Allemand de n'importe quelle classe y consacre le quart de ses revenus.

Nous avons pu converser librement et à différentes reprises avec des ouvriers sur les chantiers, dans la rue, au café, ce qui peut paraître étonnant dans un régime de dictature ; et même dans le « Tiergarten », la veille de la parade du cinquantenaire, nous avons eu un tel succès de curiosité que nous avons dû photographier tout un groupe d'ouvriers avec nous, groupe sympathique de terrassiers dont un surtout parlait un peu français. Un autre jour dans un petit bistrot d'Orianenburg, près de la dernière synagogue qui existe encore, un ouvrier camionneur allemand à qui nous parlions de notre sympathie pour tous les ouvriers du monde a déclaré passionnément et à haute voix : Français, Allemands, Anglais, Russes, mariages, mariages! Nous avons compris... et cet ouvrier en tablier de cuir n'était pas envoyé par une agence de voyage. Tous ces ouvriers nous ont dit gagner environ et mensuellement de 180 à 200 marks comme ouvriers qualifiés (1 mark 10 par heure) ; les manœuvres touchent 170 à 180 marks.

Visite au central téléphonique interurbain

Au central téléphonique interurbain de Berlin que nous avons pu visiter et où la monitrice de français avait été désignée pour nous piloter, nous avons pu constater que les conditions de rémunération des téléphonistes et surveillantes allemandes équivalaient aux nôtres sauf pour les débutantes recrutées à 16 ans et qui ne gagnent en commençant que 80 marks par mois mais ne travaillent que 6 heures par jour. Il y a soixante jeunes filles environ qui quittent chaque mois le central pour se marier. Elles touchent à leur départ un pécule de 2.000 marks et peuvent par la suite être réutilisées mais seulement en qualité d'auxiliaires... le Reich manque de bras et consent quelques dérogations à ses principes !

Nos collègues allemandes travaillent 42 heures par semaine, mais à une cadence qui nous a paru très inférieure à la nôtre et sous forme de vacation unique quasi permanente. L'organisation du central est remarquable et nous avons pu en apprécier l'hygiène et les perfectionnements professionnels : trois infirmeries pour dames (de 17 lits environ) et 1 infirmerie masculine sous la surveillance d'une infirmière chef diplômée commandant 5 infirmières-téléphonistes brevetées, 2 dortoirs, 2 salles de bains et douches, 2 cantines (fumeurs et non fumeurs) avec l'inévitable portrait du Fuehrer-chancelier, 1 salle de cours de diction phonétique où une monitrice enseignait 5 débutantes. Au cours de français, nous avons corrigé la dictée française, et à la cantine notre accompagnatrice nous ayant offert le café et le gâteau au fromage rituel nous avons été assaillies de questions sur la France et sur Paris par toutes les jeunes élèves groupées autour de nous et de leur monitrice. Toutes avaient le plus vif désir de voir Paris et nous

avons déchaîné leur enthousiasme en leur assurant qu'à notre retour nous demanderions à notre ministre d'aider à l'échange de téléphonistes de nos deux pays pour permettre de perfectionner en quelques mois leurs connaissances linguistiques. La salle de danse et la bibliothèque dont une partie, paraît-il, est consacrée à l'éducation sociale étaient fermées. Mais dans les couloirs nous avons vu placardées les affiches de propagande de l'Arbeit Front et des Jeunesses hitlériennes.

A notre question on nous répondit que les agencements intérieurs du central existaient avant Hitler, mais là encore tout n'est que chantiers : comme disent les spirituels Berlinois : « Nous n'avons rien à craindre de l'aviation ennemie, tout a déjà été démoli par le régime ! »

La propagande

Une autre visite intéressante fut celle de l'exposition organisée par l'œuvre de solidarité qui fonctionne sous le contrôle du parti national-socialiste et qui, bien que se déclarant entièrement indépendante du gouvernement, doit cependant en recevoir des subsides.

Cette œuvre alimentée en principe par les cotisations de ses nombreux adhérents (seuls peuvent en faire partie ceux ayant un salaire mensuel inférieur à 300 marks), organisée en districts, cellules et blocks, doit dépister l'indigence et la maladie et leur porter secours. Secours en vivres et en vêtements, literie, etc..., ces deux derniers absolument neufs pour éviter la contamination et par un souci psychologique qui nous a paru fort pertinent ; on ne veut pas rabaisser le pauvre et le différencier par des vêtements fatigues ou un intérieur trop médiocre qui lui rappelle sans cesse sa condition misérable. On ne distribue jamais d'argent.

L'œuvre s'occupe de la réduction de la mortalité infantile et anime la lutte antituberculeuse. Si l'on en croit les statistiques, des résultats surprenants ont été acquis dans les gros centres ouvriers, la campagne restant plus réfractaire malgré une organisation remarquable d'assistantes sociales et d'infirmières même dans les pays les plus reculés. L'œuvre du Secours Social s'occupe également des loisirs ouvriers, auberges de la jeunesse, croisières, fêtes, etc..., tout cela en collaboration avec les Jeunesses et les Femmes hitlériennes, les S.A. et S.S. et l'Arbeit Front.

Naturellement nous avons posé quelques questions — et regretté de n'en pouvoir poser plus — en particulier sur le responsable du « block » ayant quelques maisons sous sa dépendance directe et qui peut devenir le plus parfait instrument du mouchardage politique. Notre guide, à qui nous faisions remarquer que chaque famille était ainsi à la merci de l'inimitié ou de l'incompréhension de ce militant de base, nous répondit que c'était là un de leurs plus gros soucis, qu'ils portaient tous leurs efforts sur ce recrutement, mais qu'en général ils n'avaient pas d'abus à déplorer... Nous en doutons.

Autre question posée : « Puisque vous favorisez les auberges de la jeunesse, les sports, deux excellents moyens pour arriver à une plus saine compréhension internationale et puisque vous organisez des croisières d'ouvriers, pourquoi ne faites-vous pas sur un vaste plan des échanges d'enfants et d'ouvriers avec d'autres pays ? » Réponse de notre guide : « Nous le faisons avec l'Italie, M. Hitler a le plus vif désir de le faire avec la France mais vous comprendrez qu'avec une situation internationale aussi tendue c'est bien difficile pour l'instant... Mais c'est une idée qui lui est chère et qu'il n'abandonnera pas... »

Autre question encore : « Que dit le patron à qui vous prenez une employée et une ouvrière malade pour l'envoyer en sanatorium où à la campagne, employée ou ouvrière qu'il continue à payer intégralement et que vous lui remplacez par une jeune fille du camp de travail ? » Réponse immédiate et péremptoire : « Quand nous parlons, l'employeur n'a qu'à s'incliner et obéir. » Nous sommes restées sceptiques.

Naturellement si tout dans cette exposition remarquablement présentée et commentée d'ailleurs nous a paru intéressant, nous n'avons pu par manque de temps en vérifier les réalisations pratiques. Et nous nous méfions des schémas, plans, statistiques, toujours magnifiques et souvent décevants quand on peut approfondir. Mais ils témoignent d'une politique sociale qui peut paraître très séduisante à première vue, et si je reste persuadée qu'il existe une opposition ouvrière irréductible, je comprends que certains se soient ralliés autrement que par les apparences. D'ailleurs toute la propagande hitlérienne est extrêmement habile et basée surtout sur la paix — même la campagne antisémite y est expliquée par le désir de la paix et sa recherche.

Des affiches dans les cadres spéciaux du parti proclament que la guerre 1914-1918 a été voulue et déclenchée par le capitalisme international représenté par les juifs et que les démocraties pourries et dirigées par les juifs nous conduiront demain à une nouvelle guerre. C'est, avec une variante, ce que nous connaissons déjà....., ça prend sur la grosse foule à qui le régime a donné des possibilités d'existence médiocres, sans doute, mais tout de même appréciables, puisque le chômage a complètement disparu, absorbé d'abord par les industries de guerre, mais aussi par la manie constructive des nazis.

En ce qui concerne la Tchécoslovaquie, les affiches de propagande montrent des photos, logements misérables de Prague, populations hâves et déguenillées, tout cela naturellement à sens unique, et imputé aux juifs. Que pense de tout cela l'Allemand de la rue, nous n'avons pu le savoir. Mais la propagande antianglaise est la plus féroce. On montre l'Angleterre écrasant les Boers, les Hindous, la Palestine avec des légendes à l'emporte-pièce : « l'Angleterre oublie le passé facilement, quelle leçon de morale peut-elle nous donner, et même dans le temps présent est-elle si pure ? » En résumé extrême habileté de la propagande orchestrée par le Dr. Gœbbels, propagande qui délaisse l'affiche-discours en double colombier au profit de la caricature avec légende, laquelle parle plus vite et retient mieux le passant.

Et l'opposition ?

Malgré notre vif désir nous n'avons pu rencontrer des éléments de l'opposition ouvrière qui existe clandestinement. Le jour de Pâques, étant à l'Eglise catholique, nous avons vu les fidèles ovationner l'évêque de Berlin à sa sortie de la cathédrale. C'était, en fait, plus qu'une marque de sympathie, une véritable manifestation contre le régime; on enregistre là-bas une recrudescence de l'esprit religieux, beaucoup se réfugient dans la foi par haine du parti national-socialiste et en protestation contre ses exactions, l'Eglise restant le seul lieu où un rassemblement soit possible et où on ose encore faiblement résister.

La bourgeoisie libérale, les artistes et les intellectuels sont en majorité hostiles, blessés dans leurs amitiés, dans leurs familles et leurs goûts. L'Allemagne a été vidée de toute son élite intelligente en grande partie juive. Elle est exsangue et le regret perce dans bien des cœurs à qui manque tout le sel de la vie. On regrette le passé, les temps heureux de l'Empire même. Le Ministre de la Propagande semble l'avoir compris : alors qu'il fait un gros effort culturel — après avoir brûlé les livres — et qu'on peut visiter les musées de Berlin pour 10 pfennigs, les châteaux impériaux de Berlin et de Potsdam ont un droit d'entrée de 50 pfennigs ; ce qui fait que les visiteurs y sont assez rares, le plus souvent étrangers d'ailleurs, alors que les musées regorgent de monde. On jette habilement l'oubli, on empêche partiellement les attendrissements et les retours sur le passé.

Nous avions le désir de visiter un camp de travail, nous n'avons pu le faire. Je ne le regrette pas. Nous y aurions vu l'apparence des disciplines collectives, la vie de la jeunesse encasernée. Jeunes gens et jeune filles séparément, mais les premiers obligatoirement, y passent un an de leur vie à travailler en commun et à aider les paysans dans les champs. Les jeunes filles peuvent s'y soustraire en vivant 6 mois au sein d'une famille ouvrière dont le père et la mère ayant au moins 4 enfants travaillent au dehors. Elles y remplacent la mère de

famille ; on espère ainsi donner à la jeunesse le désir de fonder un foyer, faciliter le retour à la terre, et encourager le paysan en le faisant aider. On va au camp de travail entre 16 et 26 ans, de 6 à 16 ans l'enfance est canalisée dans les Jeunesses hitlériennes, et c'est assez triste de voir tous ces gamins en uniforme et drapeaux noirs défiler au pas dans les rues berlinoises. Les beaux dimanches de printemps, ils se déchaînent un peu et ressemblent alors à tous les boy-scouts du monde.

Que donnera, toute cette pression exercée sur la jeunesse? On ne peut qu'en préjuger. Certainement une plus grande connaissance de la peine des hommes, une compréhension plus vive des milieux ouvriers et paysans, mais aussi sans doute le penser en commun, l'effroyable conformisme que donne l'embrigadement quel qu'il soit.

⁂

En terminant ce bref résumé de notre voyage et pour répondre à une question mille fois posée, je répète que le régime hitlérien, quoique miné par l'opposition, me semble viable pour de longs jours encore parce qu'il est soutenu, non seulement par la classe moyenne, mais par une grosse partie du peuple qui mange tout de même ne connaissant plus le chômage, qui est sensible à l'anticléricalisme, et malgré lui, et aussi parce que nous l'avons permis, intéressé passionnément au redressement économique du Reich.

Un peuple désespéré ne s'embarrasse pas des moyens. Or en Allemagne comme ailleurs on en avait assez des discours. Alors que les vieux partis politiques se chamaillaient et reconstruisaient le monde en réunions publiques, Hitler a agi. Il a construit non seulement des avions, des cuirassés, et autres engins guerriers, mais aussi des autostrades et des ponts. Il marche sur les pieds de l'Europe, mais nous avons pendant 20 années écrasé le cœur de l'Allemagne, l'Allemand en garde le souvenir, et accepte peut-être à cause de cela. Je sais bien qu'il y a la contrainte, la peur de la délation qui jouent. Mais force nous a été de constater que les grands chefs du régime ne se terrent point comme nous le pensions. Devant l'Opéra Kroll, par hasard un jour que nous passions, nous avons vu M. Gœbbels à quelques pas de nous, sans autre garde que sa suite personnelle ; au stade olympique, la loge du Fuehrer-chancelier est perdue au milieu des tribunes; pendant les fêtes du cinquantenaire nous avons vu le populo, le vrai, faire le pied de grue pendant des heures en mangeant des saucisses pour voir ses maîtres au balcon à la Wilhelmplatz et chanter religieusement le « Horst Wessel Lied ». C'était plus ferveur qu'hystérie et on a beau condamner une idéologie, la repousser de toutes ses forces, on est bien obligé de constater, en le regrettant, qu'elle semble avoir l'agrément de la majorité de la foule allemande. La minorité révolutionnaire qui n'a pas renoncé, aura bien du mal à remonter le courant. Mais comme dit un de mes bons amis, « je ne suis pas fakir ! » Et nous n'avons malgré tout qu'une connaissance superficielle de la vie allemande. Il faudrait plus de temps, et voir cela en profondeur.

Peut-être avons-nous été trompées par des apparences et nous attendant au pire avons-nous eu certaines réactions qui ont faussé nos appréciations? Loin de nous donc la prétention de porter un jugement impératif et définitif, nous laissons cela aux gens de parti. Nous remplissons un devoir d'honnêteté en disant ce que nous avons vu et compris. En tout cas notre première satisfaction c'est de savoir que notre voyage organisé et accompli librement n'aura pas été soldé par la sueur des ouvriers allemands, et qu'en racontant notre voyage nous n'avons d'obligation à personne. Mais notre reconnaissance et notre sympathie chaleureuse vont à tous ceux qui là-bas, hommes de toutes conditions, employés, journalistes, postiers, ouvriers de Wedding et de Kine, nous ont raffermies dans cette conviction qu'il y a des hommes partout, que les frontières restent stupides, que les guerres ne peuvent libérer un peuple, et que, comme disait Jaurès, « l'affirmation de la paix est le plus grand des combats ».

Henriette Minaire.

FAITS ET DOCUMENTS

LES FAITS

Samedi 17 juin : A Paris, Etats généraux des services publics convoqués par les organisations syndicales. — A Avignon, congrès des amicales socialistes des cheminots. — *Dantzig :* Gœbbels réclame le retour de la Ville libre au Reich. — *Allemagne :* Hitler reçoit un envoyé d'Ibn Séoud.

Dimanche 18 : L'*Humanité* annonce l'exclusion de Luis Araquistain par le parti socialiste espagnol. — Mort de A. Mangematin, militant du Pas-de-Calais.

Mardi 20 : *Chine :* les Japonais électrifient les barbelés autour des concessions de Tien-Tsin.

Mercredi 21 : *Chine :* Les Japonais occupent Soua-Téou.

Jeudi 22 : A Paris, congrès de la fédération du textile. — Manifestation des gaziers de banlieue pour l'augmentation des salaires. — A Singapour, conférence militaire franco-britannique. — *Allemagne :* une délégation commerciale partirait prochainement pour Moscou.

Vendredi 23 : La France remet le sandjak d'Alexandrette à la Turquie.

Samedi 24 : Congrès d'U.D. : Gironde et Bouches-du-Rhône. — Décret-loi autorisant l'« aménagement » du repos hebdomadaire dans l'alimentation. — Les exécutions capitales ne seront plus publiques.

Dimanche 25 : Congrès de l'U.D. de la Meuse. — Des combats russo-nippons ont eu lieu à la frontière de Mandchourie.

Mardi 27 : La Chambre vote la proportionnelle, puis se laisse mettre en vacances. — A Paris, congrès des cantonniers. — *Chine :* Débarquement japonais à Fou-Tchéou.

Mercredi 28 : Les chômeurs conservent le droit à l'indemnité les dimanches et jours fériés. — A Alger, verdict du procès de l'assassinat du grand mufti, El Okbi est acquitté. — Election de M. Sacha Guitry à l'académie Goncourt.

Jeudi 29 : Une explosion tue trois ouvriers aux raffineries de pétrole de Berre.

Vendredi 30 : La C.A. de la C.G.T. organise une manifestation pour le 9 juillet.

Samedi 1er juillet : Nouveau décret-loi augmentants les crédits pour la défense nationale.

Dimanche 2 : Congrès d'U.D. : Meurthe-et-Moselle, Alger, Seine-et-Marne et Manche.

Pour les dettes du "Cri du Peuple"

ONZIEME LISTE

Bureau, Alger, 5me versement	50.—
Bettendroffer, 4me versement	5.—
Maupioux, 2me versement	20.—
René Biso, 2me versement	20.—
Chapey, 2me versement	25.—
Paul Foy, 8me versement	20.—
Kahn, 6me versement	25.—
Chestier, 7me versement	10.—
Lippe, Belgique, 5me versement	44.—
Debard, Drôme, 2me versement	25.—
Fabre, 3me versement	10.—
Catalogne, Basses-Pyrénées, 2me versement	5.—
Walter, 2me versement	10.—
Total de la onzième liste	**269.—**

ENTRE NOUS

AJOURNEMENT

Notre ami Louzon nous envoie, en dernière heure, la note suivante :

« Notre brochure sur la conquête des colonies françaises est ajournée. Nous en remettons la publication à un moment où il sera de nouveau loisible, en France, d'établir publiquement la vérité historique, sans risquer des mesures arbitraires de la part de préfets déchaînés par un gouvernement en proie à la fièvre obsidionale. »

Il s'agit des dispositions prises par un récent conseil des ministres sous forme d'un décret-loi qui donne aux préfets des pouvoirs extraordinaires de répression, dont ne manqueraient pas d'être victimes les diffuseurs bénévoles de la brochure.

DES ABONNEMENTS NOUVEAUX

En attendant que nous puissions sortir la brochure, et tant que, jusqu'à nouvel avis, subsiste la liberté de la presse, le devoir de nos amis demeure tout tracé.

Il leur faut s'efforcer de nous recruter de nouveaux lecteurs, donc de nouveaux abonnés.

A cet égard, le mois de juin, dont les résultats sont publiés ci-dessous, a été un peu meilleur que les précédents puisqu'il nous a apporté 10 abonnements nouveaux.

Mais, bien entendu, ce n'est pas encore suffisant. Il s'en faut même de beaucoup. Ce qu'il nous faudrait, c'est, d'abord, un bond en avant de CENT abonnés nouveaux. C'est, ensuite, une cadence mensuelle minimum de CINQUANTE abonnés, dont la plupart ne feraient, d'ailleurs, que compenser les suppressions.

Dans le prochain numéro, nous publierons nos comptes des années 1937 et 1938. Il vous sera très facile, amis, de vous rendre compte, par des chiffres, de la nécessité et de l'urgence de l'effort que nous vous demandons.

Les paris sont ouverts : quand atteindrons-nous les cent abonnés nouveaux qui nous sont indispensables, et que nous devrions, en bonne logique, recueillir en un mois ?

SOUSCRIPTION DE JUIN

Desobry (Seine)	10.—
Bal (Seine)	10.—
Dupuy (Seine)	25.—
Un abonné (Calvados)	25.—
Laurent (Allier)	20.—
Duperray-Garaud (Loire)	25.—
A. Pelletier (Seine)	10.—
Puttemans (Belgique)	10.—
Lagain (Côtes-du-Nord)	5.—
Itard (Paris)	10.—
Davoust (Paris)	20.—
Lippe (Belgique)	15.60
Decroix (Seine-Inférieure)	20.—
A. (Strasbourg)	10.—
M. D. (Loire)	25.—
Bureau (Alger)	50.—
Josso (Seine-et-Oise)	10.—
Lemire (Paris)	20.—
Léger (Paris)	20.—
Périgeat (Paris)	10.—
Debard (Drôme)	25.—
Chantesais (Paris)	20.—
Challaye (Paris)	10.—
Albertini (Aube)	20.—
Doukhan (Algérie)	35.—
Thomas (Indre)	20.—
M. Langlois (Calvados)	10.—
Bettendroffer (Seine)	5.—
A. S. Travail-Vieillesse (versé par Pelletier)	50.—
D. Martinet (Paris)	15.—
G. Maupioux (Paris)	15.—
Charon (Haute-Garonne)	10.—
Autuche (Haute-Loire)	40.—
Chapey (Seine)	25.—
Maugez (Seine)	5.—
Total	655.60

ABONNEMENTS DE SOUTIEN

Delsol (Paris)	20.—
Geslin (Seine)	25.—
Hélène Brion (Seine)	50.—
Godonnèche	50.—
Total	145.—

LES ABONNES NOUVEAUX

Paris	1
Seine	1
Calvados	1
Basses-Alpes	1
Côtes-du-Nord	1
Loire-Inférieure	1
Meurthe-et-Moselle	1
Nord	1
Vendée	1
Suisse	1
Total	10

PARMI NOS LETTRES

Les articles de Krivitsky

Les articles si révélateurs de Krivitsky nous ont valu cette remarque d'un camarade de Nice :

Tout est à défendre. Je viens de lire l'article de Krivitsky sur l'Espagne. Ces mœurs russes et extra-russes nous font pressentir la plus extraordinaire régression sociale généralisée. Elle couvre le vieux continent. Défendre la raison ? Nous sommes en présence d'un débordement de folie passionnelle qui a gagné toute l'Europe, sauf peut-être l'Angleterre. Personne ne sait plus ce qu'il dit, ni ce qu'il fait.

De son côté, Maurice Weber nous écrit :

Il faudrait publier en tirage à part les deux articles sensationnels de Krivitsky sur l'intervention stalinienne en Espagne. Il y aurait de quoi débourrer de nombreux crânes et ouvrir les yeux de ceux qui persistent à ne point voir...

Ce serait avec plaisir que nous appliquerions la suggestion de Weber... si les fonds ne nous manquaient pas. Hélas ! En tout cas, nous disposons encore d'un certain nombre d'exemplaires de nos deux derniers numéros et nous pourrions en faire l'envoi aux adresses communiquées.

Le gérant : M. Chambelland



Imp. S.N.I.E., 32, rue de Ménilmontant, Paris (20e)

S. I. A.

SOLIDARITE INTERNATIONALE ANTIFASCISTE

L'aide aux camarades espagnols

Service des colis de solidarité pour les camps et les réfugiés

COLIS « A » à 25 FRANCS

Un rasoir avec lames
Un blaireau avec savon.
Une glace de poche
Une savonnette
Une brosse à dents avec pâte
Un nécessaire pour coudre
Papiers, enveloppes, crayons, timbres-poste.
Un paquet de tabac avec feuilles
Un peigne et un gant de toilette
Un mouchoir

COLIS « B » à 35 FRANCS

Une paire de chaussettes
Une paire d'espadrilles
Une chemise
Un caleçon
Une serviette

COLIS « C » à 40 FRANCS

Une livre de café
Un kilo de sucre
Une livre de chocolat
Une boîte de lait
Une boîte de sardines
Une boîte de pâté
Une boîte de fromage
Une boîte de bœuf à la gelée
400 grammes de savon

COLIS « D » à 100 FRANCS

Le colis « A »
Le colis « B »
Le colis « C »
LES TROIS PAQUETS REUNIS.

NOTA : Pour les femmes et les enfants, le contenu du colis A et du colis B sera conditionné, naturellement, en tenant compte du remplacement à effectuer pour certains articles.

Dès la remise d'une des sommes indiquées ci-dessus le colis correspondant est expédié à un camarade espagnol **nommément désigné,** soit désigné **par le donateur** s'il le désire, soit choisi par S.I.A. dans le cas contraire.

Les fonds doivent être adressés à

FAUCIER, 26, rue de Crussol, Paris XIe. — Chèque postal : 596-03 Paris.

ou versés aux bureaux de S.I.A. même adresse ou encore au bureau de la « R.P. » ou à son chèque postal.

Le fondement de la théorie classique
et marxiste de l'économie politique

est que

la valeur

est déterminée par

le travail

Que faut-il entendre exactement par travail ? Les économistes classiques ne l'ont pas dit, et leurs critiques modernes en ont profité pour donner du travail des définitions absurdes qu'il leur était facile de réfuter.

Les progrès de la science permettent de donner aujourd'hui un sens très précis à la notion de

travail

C'est entre autres, ce que vous verrez dans

L'Economie Capitaliste

(Nouvelle édition)

par R. LOUZON

Prix : 15 francs franco

« REVOLUTION PROLETARIENNE », 54, rue du Château-d'Eau.
Adresser les commandes et leur montant à notre C. C. P. :
Compte N° 734.99. Paris.